

Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et
Coopération au Développement

**Service de l'Évaluation spéciale de la Coopération belge au
Développement**

Evaluation du FBSA, de l'intégration du thème de la sécurité alimentaire et de l'approche multi-acteurs dans le cadre de la Coopération belge au développement



Rapport pays Burundi

Juillet 2019

L'évaluation a été menée par Particip GmbH et a bénéficié de l'appui d'un comité d'accompagnement à Bruxelles. Le Service de l'Évaluation spéciale a assuré la conformité de l'évaluation aux termes de référence.

Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du SPF Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Date du rapport (M – A) [= date de publication]

Impression : Service Imprimerie SPF

Copyright photo(s) [si d'application]

Evaluation N° S4/2018/02/2

Dépôt légal : xx [fourni par SES]

Ce document est disponible en format PDF en [+ langues] sur le site https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation_au_developpement/nos_methodes_de_travail/service_evaluation_speciale/, ou auprès du Service de l'Évaluation spéciale.

Le rapport sera cité comme suit :

Service de l'Évaluation spéciale de la Coopération belge au développement / SES (2019), *Evaluation du FBSA, de l'intégration du thème de la sécurité alimentaire et de l'approche multi-acteurs dans le cadre de la Coopération belge au développement. Rapport pays Burundi*, Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, Bruxelles.

Préface

A l'occasion des débats parlementaires autour de l'abrogation du FBSA le Vice-Premier Ministre et Ministre de la coopération au Développement, de l'agenda numérique et de la poste s'est engagé à « intégrer le thème de la sécurité alimentaire dans les programmes de coopération gouvernementale ». Ainsi, les parlementaires, membres du groupe de travail qui gère le Fonds ont proposé d'organiser en 2018 une évaluation du FBSA en ex-post de manière indépendante par le Service de l'Evaluation spéciale de la Coopération belge au Développement (SES) sur demande du Ministre de la Coopération au Développement en 2018.

Ce rapport pays s'inscrit dans le cadre de l'évaluation du Fonds belge pour la Sécurité alimentaire (FBSA), de l'intégration du thème de la sécurité alimentaire et de l'approche multi-acteurs dans le cadre de la Coopération belge au développement.

La présente évaluation poursuit les objectifs suivants :

- Tirer les leçons apprises de la mise en œuvre du FBSA à partir des résultats observés sur le plan de la sécurité alimentaire avec ses 4 dimensions (évaluation sommative).
- Apprécier les dispositions qui ont été prises pour intégrer le thème de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au sein de la coopération belge.
- Apprécier la spécificité et la plus-value de l'approche multi-acteurs et multidimensionnelle pour la Coopération belge dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Le rapport pays du Burundi, ne bénéficiant pas d'une mission de terrain, a été établi sur base d'un recoupement de données dans la mesure du possible, recueillies à travers une analyse approfondie de la documentation disponible ; un ensemble d'interviews réalisées auprès des différentes parties prenantes et une enquête en ligne. Ainsi, cette étude de cas repose sur une base de données moins probante mais va tout de même permettre de fournir des éléments de réponse principalement au premier et au troisième objectifs de l'évaluation à travers l'analyse du programme FBSA.

Table des matières

Préface	3
Table des matières	4
Abréviations et acronymes	6
Liste des tableaux et graphiques	5
Liste des tableaux.....	5
Liste des graphiques	5
1 Introduction	6
1.1 Contexte du pays	9
1.1.1 Situation politique	9
1.1.2 Situation de la sécurité alimentaire depuis 2010.....	10
1.1.3 Action du gouvernement et des autres PTF pour la sécurité alimentaire.....	12
1.2 Coopération belge	13
1.3 Aperçu des interventions FBSA.....	15
2. Cadre stratégique	16
2.1 Cohérence de l'approche	16
2.2 Cohérence des dépenses/allocations budgétaires.....	19
2.3 Aspects transversaux.....	21
3. Mise en œuvre des programmes et projets	24
3.1 Coûts/efficacité	24
3.2 Suivi, Evaluation et Apprentissage.....	28
3.3 Arrangements institutionnels spécifiques	30
4 Effet de l'appui	32
4.1 Atteinte des résultats et principaux facteurs de succès.....	32
4.2 Atteinte potentielle de l'impact et principaux facteurs de succès	35
5 Conclusion	37
Liste des annexes	39
Annexe A. Fiche des projets FBSA/Moso	41
A.1 FAO (Coordination).....	42
A.2 UNCDF.....	43
A.3 CSA – Collectif Stratégie Alimentaire	43
A.4 CI.be – Caritas International Belgique.....	44
A.5 LC – Louvain Coopération.....	45
A.6 WSM – Wereldsolidariteit-Solidarité Mondiale.....	46
A.7 CRB – Croix Rouge de Belgique.....	46
Annexe B. Liste des personnes consultées	48
Annexe C. Liste des documents consultés	49
Documents stratégiques	49
Documents pays	49
Annexe D. Théorie de changement FBSA/Moso	52

Liste des tableaux et illustrations

Liste des tableaux

Tableau 1	PIC 2010-13 du Burundi + tranche incitative exécutés par Enabel.....	13
Tableau 2	Objectifs, composantes et dimensions de la sécurité alimentaire du FBSA/Moso	18
Tableau 3	Budget FBSA Burundi par partenaire et composante.....	20
Tableau 4	Taux d'exécution du programme FBSA/Moso (fin 2018)	25
Tableau 5	Evolution des IOV du programme FBSA/MOSO	33

Liste des illustrations

Illustration 1 :	Localisation des provinces et communes bénéficiaires du FBSA/Moso	11
Illustration 2	Processus de consultation avec les acteurs lors de la phase de conception	17
Illustration 3 :	Enquête en ligne - allocation budgétaire	21
Illustration 4 :	Répercussions de l'abrogation sur la mise en œuvre du FBSA/Moso...	26
Illustration 5 :	Coordination des différentes composantes du FBSA/Moso	28
Illustration 6 :	Contribution du FBSA/Moso à l'atteinte des dimensions de la sécurité alimentaire.....	34
Illustration 7 :	Contribution de l'approche multi-acteurs du FBSA/Moso à l'atteinte des objectifs	35
Illustration 8	Arbre à problèmes défini lors de la formulation programme FBSA Burundi	52

Abréviations et acronymes

ACC	Analyse contextuelle commune
ACFPT	Appui complémentaire à la formation professionnelle et technique
ACTEC	Association for cultural, technical and educational cooperation
ACNG	Acteur de coopération non gouvernementale
ADA	Auto développement Afrique
ADPM	Action développement parrainages mondiaux
AE	Affaires étrangères
AFPT	Appui à la formation professionnelle et technique
AI	Acteur institutionnel
APEFE	Association pour la promotion de l'enseignement et de la formation à l'étranger
ARES	Académie de recherche et d'enseignement supérieur
AVCB	Association de la ville et des communes de Bruxelles
BAD	Banque Africaine de Développement
BIF	Franc burundais
BM	Banque mondiale
CCNS	Comité collinaire de nutrition et de santé
CI.be	Caritas international Belgique
CNDD	Conseil national pour la défense de la démocratie
CRB	Croix rouge de Belgique
CSA	Collectif stratégie alimentaire
CSC	Cadre stratégique commun
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DFID	Department for International Development, agence britannique de coopération internationale
DGD	Direction générale développement
DTF	Document technique et financier
EFSA	Emergency Food Security Assessment
FAO	Food and Agriculture Organization
FARN	Foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle
FBSA	Fonds belge pour la sécurité alimentaire
FDD	Forces pour la défense de la démocratie

FIE	Formation initiale des enseignants
GPC	Groupement pré-coopérative
HCR	Haut-commissariat pour les réfugiés
IOV	Indicateur objectivement vérifiable
IRSNB	Institut royal des sciences naturelles de Belgique
LC	Louvain coopération
MINAGRIE	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
NU	Nations unies
ONGE	Organisation non gouvernementale étrangère
ONU	Organisation des Nations unies
OP	Organisation paysanne
OSC	Organisation de la société civile
PADASIO	Projet d'amélioration durable de l'accès aux semences, aux intrants et outillage agricole dans 3 communes de la région du Moso
PADDAM	Projet d'amélioration durable de la disponibilité alimentaire dans les 3 communes de la région de Moso
PADLPC	Projet d'appui au développement local et à la participation citoyenne dans la province de Cibitoke
PAIOSA	Programme d'appui Institutionnel et opérationnel du secteur agricole
PAISS	Programme d'appui institutionnel au secteur de la santé publique
PAM	Programme alimentaire mondial
PAORC	Programme d'appui aux organisations burundaises par le renforcement des ressources humaines
PARDERNA	Projet d'appui au renforcement et à la diversification des emplois et des revenus non agricoles dans les communes de Kinyinya, Gisuru et Cendajuru dans la région du Moso
PASAFED-Alpha	Projet d'alphabétisation pour la promotion de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la participation de la femme dans le développement
PCDC	Plan communal de développement communautaire
PIB	Produit intérieur brut
PNIA	Plan national d'investissement agricole
PNSA	Programme national de sécurité alimentaire
PNSDR-IM	Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'Imbo et du Moso
PRCIC	Projet renforcement des capacités institutionnelles des communes
RCN	Réseau des citoyens, Citizen network

SA	Sécurité alimentaire
SAN	Stratégie agricole nationale
SAN	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
SHC	Sensorial Handicap International
ULB	Université Libre de Bruxelles
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
UOS	Universitaire ontwikkelingsamenwerking (commission coopération VLIR)
UVCW	Union des villes et des communes de Wallonie
VLIR	Vlaamse interuniversitaire raad (coordination des universités flamandes)
WASH	Water, sanitation and hygiene - Eau, assainissement et hygiène
WSM	Wereldsolidariteit – Solidarité mondiale

1 Introduction

1.1 Contexte du pays

1.1.1 Situation politique

Depuis son indépendance en 1962, le pays a connu une tension constante qui a opposé les deux principaux groupes ethniques du pays : les Hutus et les Tutsis. Le premier largement majoritaire mais longtemps dominé par le groupe minoritaire s'est organisé en mouvements de rébellions divers. Ces tensions ont entraîné des vagues de violences régulières, avec notamment la répression et les massacres des Hutus de 1972 (100.000 tués), parfois qualifiés de génocide. Lorsqu'en 1993, le premier président hutu élu démocratiquement, Melchior Ndadaye, est assassiné 102 jours après son élection, ces tensions ethniques débouchent sur une guerre civile provoquant à nouveau plusieurs dizaines de milliers de morts d'abord parmi les Tutsis, puis après une répression violente de l'armée, parmi les Hutus.

Sous la pression de l'avancée militaire des mouvements de rébellions hutus (FNDD notamment), des accords politiques sont enfin signés en 2000 à Arusha qui prévoient un équilibre subtil mais fragile entre les deux groupes ethniques au sein de toutes les institutions publiques du pays (gouvernement, parlement, forces de l'ordre, etc.), obligeant également les partis politiques à se diversifier, en leur sein, sur le plan ethnique.

Durant une quinzaine d'année, ce système a relativement bien fonctionné, atténuant fortement ces tensions ethniques sans les faire disparaître complètement. En effet, après un gouvernement de transition présidé par Donatien Ndayizeye, c'est le chef de la principale rébellion armée transformée en parti politique¹, Pierre Nkurunziza qui est élu à la tête du pays en 2005. Durant son premier mandat, ce président adopte des mesures spectaculaires et très populaires : enseignement primaire gratuit, soins médicaux gratuits pour les femmes enceintes et pour les enfants de moins de cinq ans, augmentation d'un tiers des salaires des fonctionnaires, etc. Ces mesures mal préparées ont eu des conséquences imprévues sur le budget de l'état et fragilisé son équilibre. Durant le second mandat présidentiel de 2005-2010, les changements sont moins spectaculaires et la tension autour de l'alternance politique ressurgit, la constitution ne permettant au Président de briguer que deux mandats successifs maximum. A l'échéance de ce second mandat, le pouvoir va tenter à plusieurs reprises de modifier la constitution. Aux pressions internationales Est-africaines visant à garantir le respect de cette constitution, répondent les intimidations des jeunes du CNDD, les attentats et assassinats ciblés de personnalités politiques se multiplient. Les principaux dirigeants des partis d'opposition mais aussi de la majorité en dehors du parti présidentiel sont écartés, démis ou partent en exil. Sans parvenir à modifier la constitution, le Président Nkurunziza se présente une troisième fois à l'élection présidentielle. La Cour constitutionnelle, sous pression, accepte cette candidature en interprétant de manière fort contestable la constitution. Le Président est alors élu pour un troisième mandat, parvenant à faire avorter un coup d'état fomenté au sein de son armée.

Depuis ce troisième mandat usurpé, le Burundi est au banc de la communauté internationale, dont l'aide est très largement suspendue. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus de 400 000 réfugiés ont fui le pays depuis 2015, en Tanzanie, principalement. Le pays poursuit son isolement en décidant de se retirer de la Cour pénale internationale (2017) et en rejetant la résolution 2303 des Nations Unies qui autorisait le déploiement de policiers de l'ONU sur son territoire afin de disposer d'une observation indépendante sur les graves violations des droits de l'homme et sur la dégradation de la situation sociale et humanitaire décrite dans le rapport de l'envoyé spécial des NU (2018), rapport que le Burundi conteste.

¹ Le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) qui était la branche politique du mouvement de rébellion des Forces pour la défense de la démocratie (FDD).

Cette nouvelle tension politique que connaît le Burundi depuis 2015 affecte directement son économie et détériore significativement les conditions de vie de la population. La majeure partie de la population (74,7% selon la BM) vit dans la pauvreté. « *Après la récession enregistrée en 2015 avec un recul du PIB de 3,9 %, le Burundi a renoué avec la croissance en 2016, mais à un rythme modeste (1,7 % en 2016 et 2,1 % en 2017) ²* ». Cependant, si on rapporte ce PIB réel au nombre d'habitants, l'évolution reste toujours négative (-3 % en 2017). Coupé de l'aide extérieure, le pays connaît une détérioration des finances publiques qui se traduit par une augmentation constante du déficit budgétaire, ce qui a eu un impact négatif sur la stabilité du système financier dans la mesure où le gouvernement a injecté régulièrement des liquidités dans l'économie sans les appuyer sur de réelles contreparties économiques. Ainsi par exemple : « *Le taux de change officiel était de l'ordre de 1 750 francs burundais (BIF) pour un dollar américain en mars 2018, contre 1 728 en juin 2017 et 1 670 à la même période en 2015, soit une dépréciation de 3,5 % sur la période. Et sur le marché parallèle, l'impact est encore plus net puisqu'un dollar s'y échangeait pour 2 800 francs burundais en novembre 2017. Les interventions de la banque centrale sur le marché des devises ont limité la dépréciation du taux de change officiel à 5 % en 2016, 4,6 % en 2017 et 3,5 % en mai 2018. Toutefois, la surcote sur le marché parallèle a grimpé de 25 % en 2015 à 60 % en 2016 et 2017, et elle atteignait 45 % fin mai 2018. La détérioration de la valeur de la devise s'est traduite par une hausse des prix des produits importés ainsi que par de fréquentes ruptures dans les importations de produits pourtant stratégiques comme le carburant et les médicaments. Après avoir grimpé à 16,1 % en 2017, l'inflation a fortement baissé pour atteindre 6,5 % en juin 2018 grâce à la baisse du prix des denrées alimentaires et à une bonne saison agricole. Le pays reste donc très vulnérable du côté de ses comptes extérieurs. Le déficit du compte courant, structurellement élevé, a été ramené à 11,3 % du PIB en 2017, contre 11,5 % en 2016 et 12 % en 2015, à la faveur de l'amélioration des exportations nettes et de la hausse des transferts internationaux vers les ONG locales³ ».*

1.1.2 Situation de la sécurité alimentaire depuis 2010

Dans ce contexte, l'économie burundaise reste largement tributaire de l'agriculture, qui emploie plus de 80 % de la population, sur de très petites exploitations (en moyenne 0,5 ha) dans un pays où les terres arables sont extrêmement rares. Ce secteur contribue malgré tout, dans ces conditions difficiles, à 42 % du PIB (2017). Mais dans les zones rurales dans lesquelles vivent ces agriculteurs, l'accès à l'eau et à l'assainissement est très faible et 2 % des ménages seulement disposent de l'électricité (pour 52 % des ménages en milieu urbain). **La pauvreté touche donc principalement les petits agriculteurs en milieu rural.** Ceci implique qu'au Burundi, le niveau d'insécurité alimentaire est presque deux fois plus élevé que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. Ainsi, environ 1,76 million de personnes, soit plus de 15 % de la population globale, souffrent d'insécurité alimentaire ; plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance (57,5 % en 2012 et 55,9 % en 2017) et plus d'un quart des femmes en âge de procréer (15-49 ans) sont en situation d'anémie (25,6 % en 2012 et 26,7 % en 2017)⁴.

L'étude du PAM (EFSA 2017)⁵ présente des chiffres plus alarmistes encore et confirme que **la situation d'insécurité alimentaire reste préoccupante au Burundi.** Car en plus de la crise socio-politique qui dégrade l'économie depuis 2015, les changements climatiques contribuent à fragiliser encore plus la situation du pays et les conditions de vie de sa population. L'étude confirme que la situation continue à s'aggraver avec une insécurité alimentaire grandissante. « *Presque un ménage sur deux (45,5 %) est en insécurité alimentaire, dont 37 % en insécurité alimentaire modérée et 8,5% en insécurité*

² Groupe de la Banque Africaine de développement : Perspectives économiques en Afrique (PEA) 2018. Note pays - Burundi

³ Idem.

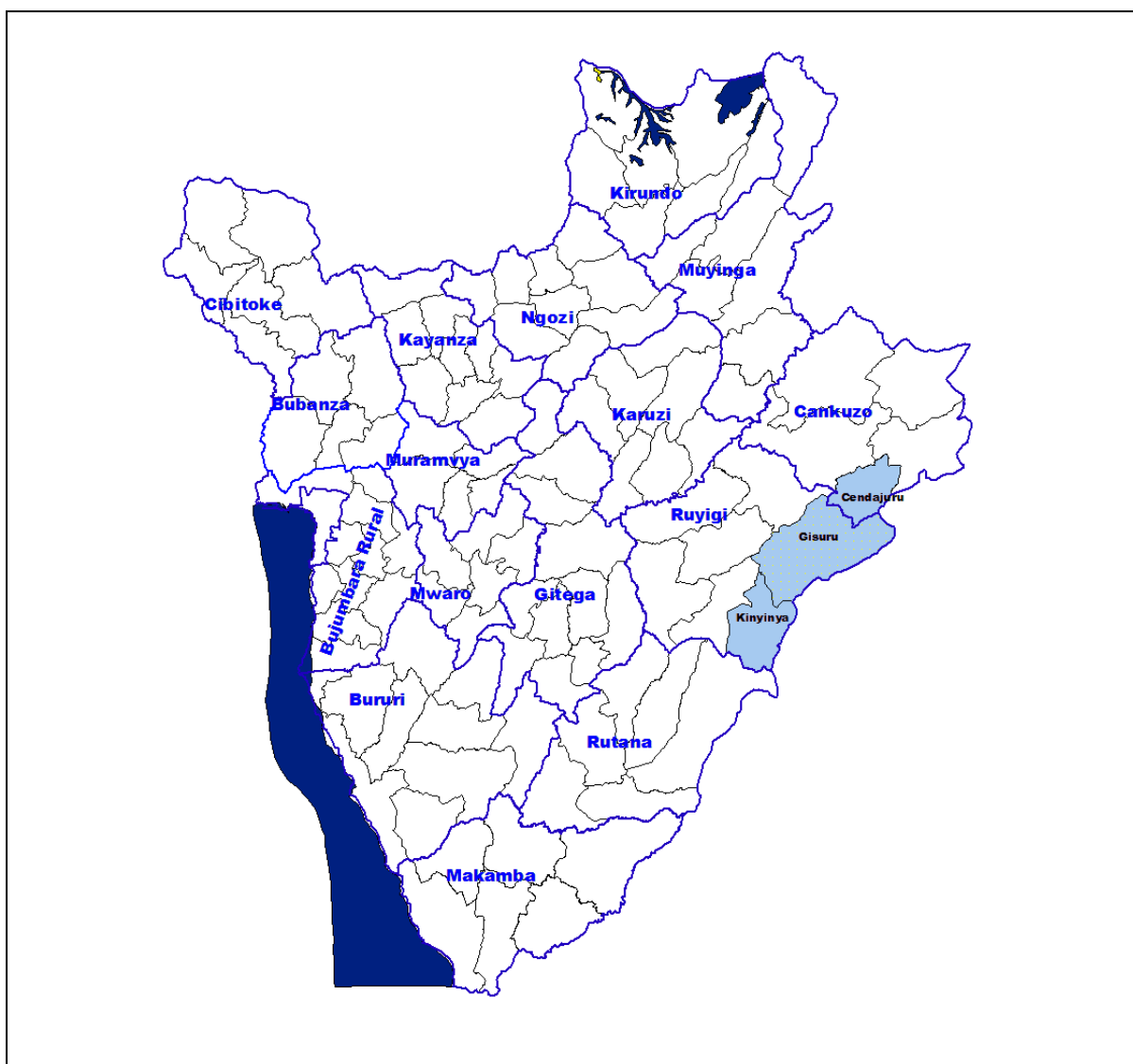
⁴ FAO & al., L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, rapport 2018

⁵ Emergency Food Security Assessment

alimentaire sévère avec une augmentation de 2,6 % des ménages en insécurité alimentaire sévère si on compare à la situation de 2016 »⁶. En outre, l'étude cite d'autres indicateurs qui confirment cette insécurité : 13,8% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et sont donc incapables de couvrir leurs besoins énergétiques quotidiens ; 61 % des ménages allouent plus de 65 % de leurs dépenses à l'alimentation ; et 46,9 % des ménages engagent des stratégies de survie sévères (de crise et d'urgence). Pourtant, et ceci confirme ce qui est indiqué plus haut, une très grande majorité des ménages (66,7 %) dépend de l'agriculture vivrière comme activité principale qui leur permet de vivre, ou plutôt de survivre compte tenu du niveau d'insécurité alimentaire. Le Burundi est à cet égard exemplatif de la situation paradoxale de nombreuses régions de la planète où ce sont les populations qui produisent les aliments qui sont également celles qui sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire.

De manière plus spécifique au niveau provincial, au moment de la mise en œuvre du programme FBSA au Burundi, l'insécurité alimentaire était supérieure au taux moyen national (32 %) dans la province de Ruyigi (35,0 %), en particulier l'insécurité alimentaire modérée, il était par contre beaucoup plus bas dans la province de Cankuzo (15,2 %)⁷.

Illustration 1 : Localisation des provinces et communes bénéficiaires du FBSA/Moso



⁶ PAM, Analyse de la Sécurité Alimentaire en situation d'urgence au Burundi Mars 2017.

⁷ Cartographie réalisée par le PAM en 2014 dans le cadre du Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'Imbo et du Moso (PNSTR-IM).

1.1.3 Action du gouvernement et des autres PTF pour la sécurité alimentaire

Au moment de la formulation du programme du FBSA, **le gouvernement burundais est doté de plusieurs instruments stratégiques** de nature à encadrer sa politique agricole. **Une Stratégie agricole nationale 2008-2015 (SAN)**, détermine quatre axes prioritaires : i) accroissement durable de la productivité agricole ; ii) promotion des filières et de l'agrobusiness afin d'améliorer les sources de revenus ; iii) professionnalisation des producteurs et développement des initiatives privées ; et iv) renforcement des capacités de gestion du secteur. Cette SAN ne met pas un accent particulièrement marqué sur la petite agriculture pourtant définie comme la source de vie de plus de deux tiers des ménages. C'est pourtant sur base de cette stratégie qu'est détaillé **le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) 2009-2015** et le **Plan national d'investissement agricole (PNIA) 2012-2017** qui traduisent la volonté du gouvernement « d'assurer à tous les burundais la sécurité alimentaire en quantité et en qualité » et de réduire notamment la faim et la malnutrition d'au moins 50 % dans les ménages ruraux et périurbains à l'horizon 2015. Néanmoins, il existe alors une cohérence entre le PNSA et le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté CSLP, document stratégique général de développement national défini à la demande des institutions financières internationales. Depuis lors, le gouvernement du Burundi inscrit également ses efforts dans le cadre de la déclaration de Malabo par la mise en œuvre de son PNIA qui prône la sécurité alimentaire pour tous, notamment à travers la promotion des innovations, l'agrobusiness, la compétitivité et la création de l'emploi. Selon le Ministre de l'agriculture, le gouvernement burundais « a consacré 10% de son budget à l'agriculture pour l'année 2018 et a initié des programmes de développement pour jeunes ». Des actions de lutte contre la malnutrition sont mises en œuvre notamment à travers l'introduction du mouvement Scaling Up Nutrition, mouvement que le Burundi a rejoint dès 2013 et pour lequel il a finalisé une feuille de route multisectorielle de renforcement de la nutrition, comme base d'un plan stratégique national pour la nutrition. Cet engagement de 2013, peine toutefois à concrétiser ses résultats quand on analyse les taux d'insécurité alimentaire actuels.

Plus globalement, l'agriculture reste une préoccupation centrale du gouvernement burundais qu'on retrouve dans le dernier document stratégique qu'il vient d'adopter le « **Plan national de développement 2018-2027** », qui vise à rétablir les équilibres structurels de l'économie burundaise et à transformer fondamentalement cette économie sur base de 11 piliers, parmi lesquels le pilier n°1 est la modernisation de l'agriculture.

Considérant l'importance de l'agriculture dans l'économie burundaise, la FAO estime que l'éradication de la faim et de la pauvreté doit être menée davantage dans les zones rurales, en investissant en priorité sur les principaux acteurs dont les petits exploitants et les femmes en zones rurales, et en facilitant l'accès des jeunes à l'entrepreneuriat agricole. « *C'est dans ce cadre que la FAO au Burundi travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales pour mettre en avant la promotion de la diversification agro-sylvo-zootechique, et l'amélioration de l'accès aux marchés des produits vivriers à travers des chaînes de valeurs durables visant la nutrition et la résilience* »⁸.

Cependant, la crise politique de 2015 a considérablement ralenti l'intervention des bailleurs extérieurs. Sur base de l'article 96 de l'accord de Cotonou, qui prévoit la suspension ou la modification de la coopération si l'une des parties ne respecte pas les droits humains, les principes démocratiques et l'Etat de droit, les donateurs européens (Union européenne et Etats membres), jusqu'alors principaux bailleurs du pays, ont retiré leur soutien budgétaire direct au gouvernement début 2016. Ils ont également réorienté leur aide au développement de sorte qu'elle passe principalement par des ONG internationales ou locales et des agences de l'ONU. Mais la plupart de ces ONG ont des capacités limitées et sont soumises à un contrôle gouvernemental de plus en plus étroit.

⁸ Source : Interviews

Ainsi, les activités des ONG étrangères (ONGE) sont suspendues depuis le 1er octobre 2018, jusqu'à ce qu'elles se mettent en conformité avec une loi récente qui prévoit notamment un strict contrôle de leurs finances, de leurs frais administratifs et qui impose des quotas ethniques (l'emploi de 60 % de Hutu et de 40 % de Tutsi, comme dans l'administration). Les représentants des principaux bailleurs (Nations unies, Canada, États-Unis, Japon, Suisse, Union européenne et ses états membres) ont réagi à cette mesure qui entrave encore un peu plus l'accès de l'aide à la population burundaise. En revanche, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement continuent d'apporter de l'aide au Burundi, y compris en travaillant directement avec les ministères, contrairement à l'Union européenne. Le gouvernement burundais a également noué de nouveaux partenariats avec la Chine, la Turquie et la Russie. Mais l'aide apportée par ces pays reste essentiellement symbolique.

1.2 Coopération belge

La coopération belge est active au Burundi depuis l'indépendance du pays dans des proportions qui ont souvent varié en fonction des aléas politiques. La dernière Commission mixte entre les deux pays date d'octobre 2009. Elle a permis la signature d'un Programme indicatif de coopération (PIC) pour la période 2010 – 2013 d'un montant de 150 Millions d'EUR qui est encore toujours partiellement en cours de mise en œuvre. Les 3 secteurs de concentration de ce programme sont par ordre d'importance : l'agriculture (49 M€), la santé (34 M€), et l'éducation (29 M€). Ce programme cible sept provinces plus spécialement dont les deux provinces dans lesquelles le FBSA va intervenir : Ruyigi et Cankuzo. Une tranche incitative supplémentaire de 50 millions d'EUR a été approuvée en 2012 : une mobilisation complémentaire sous condition d'une mobilisation et d'une mise en œuvre d'une stratégie de bonne gouvernance. Ce volumineux programme de coopération gouvernementale a été mis et est en exécution de la manière suivante :

Tableau 1 PIC 2010-13 du Burundi + tranche incitative exécutés par Enabel

Secteurs	Interventions	Montant ⁹ en millions EUR
Agriculture	Programme d'appui institutionnel et opérationnel du secteur agricole –PAIOSA (Phases 1,2,3).	58
Santé	Programme d'appui institutionnel au secteur de la santé publique – PAISS (Phases 1,2,3,4,5).	34
Education	Formation Initiale des Enseignants FIE.	7
	Appui à la formation professionnelle et technique AFPT.	7
	Fonds commun éducation.	8,8
	Appui complémentaire à la formation professionnelle et technique ACFPT.	6
Divers	Projet d'Appui au Développement Local et à la Participation Citoyenne dans la Province de Cibitoke PADLPC.	4
	Appui à la mise en œuvre de la stratégie de bonne gouvernance.	2
	Appui à la passation des marchés publics.	2,7
	Appui aux organisations burundaises par le renforcement des ressources humaines PAORC.	8

Source : DGD – Fiche pays de la coopération belge - Burundi

Sur ce montant global de 200 M€, 186 M€ ont été engagés et ont été et sont mis en œuvre pratiquement uniquement par Enabel, dans la mesure où il n'y a pas d'aide budgétaire et pratiquement plus de coopération déléguée. A la mi-2017, 60% de ce montant engagé, soit quelques 110 M€ avaient été décaissés. Ces programmes, qui selon les accords devaient être mis en œuvre en cogestion, sont exécutés en régie depuis la crise politique de 2015. En outre, le Ministre de la Coopération a alors décidé qu'il n'y aurait plus de programme de coopération classique avec le Burundi et que des mesures prudentielles

⁹ Montants engagés tenant compte des suspensions décidées ultérieurement.

seraient appliquées sur le programme en cours : pas de nouveaux engagements financiers, plus de concertation avec les autorités, etc. Sur base du processus de l'article 96 de l'Accord de Cotonou, d'autres mesures ont été adoptées ensuite par la Belgique en 2015-17 : suspension de projets dans les secteurs de la police et justice notamment, suspension des prolongations de conventions et des transferts de reliquats budgétaires des projets non achevés. Tout cela a entraîné une économie de quelques 46 M€ sur le programme de la coopération bilatérale gouvernementale. Une partie de ce montant a été affecté, sans concertation avec les autorités burundaises, à des projets mis en œuvre par des organisations non gouvernementales ou multilatérales : financement du Trade Mark East Africa via DFID, appui au Bureau du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, projets en synergies avec les organisations non gouvernementales en agriculture, santé et justice, notamment.

Dans ce contexte où l'intervention directe de la coopération gouvernementale belge est régulièrement limitée, les coopérations via les autres canaux prennent une place de plus en plus significative.

Le FBSA a continué à développer depuis 2013 le « Programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya au Burundi » d'un montant total de près de 14 millions d'EUR via ses ONG partenaires, UNCDF et la FAO.

Les dépenses de la coopération non gouvernementale sont restées relativement constantes ces dernières années 8,61 M€ en 2014, 8,66 M€ en 2015 et 8,63 M€ en 2016. Un nouveau programme 2017-2021 a été adopté pour les acteurs de la coopération non gouvernementale (ACNG)¹⁰ sur base d'une Analyse contextuelle commune (ACC) de la situation au Burundi, analyse qui a débouché sur l'adoption d'un Cadre stratégique commun (CSC)¹¹. Ce CSC a défini huit cibles prioritaires pour la coopération non gouvernementale parmi lesquelles la cible stratégique 5 qui vise à **contribuer à la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture et l'élevage durable**. Le cadre précise d'ailleurs que pour atteindre cette cible, il s'agira notamment de : i) renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle par la consolidation, la diversification, la transformation, l'amélioration de l'usage et le stockage de la production agricole ; ii) promouvoir un modèle d'agriculture familiale durable, respectueuse de l'environnement et contribuant à sa protection, tout en apportant une juste rémunération ; iii) renforcer la structuration et le fonctionnement des Organisations paysannes (OP) au niveau local, régional et national ; iv) favoriser le développement d'investissements en matière d'infrastructures agricoles ; v) renforcer et diversifier les capacités de mobilisation de ressources financières au sein des OP ; vi) appuyer les services nationaux et décentralisés du Ministère de l'agriculture (formation du personnel, mise en place de structures de coordination des services agricoles et renforcement de leurs capacités techniques, matérielles et humaines).

Ce nouveau programme (2017-2021) de coopération non gouvernementale représente un subside de l'ordre de 43,5 millions d'EUR sur cinq ans, soit une moyenne annuelle de quelques 8,7 millions d'EUR. Les six secteurs prioritaires de cette coopération non gouvernementale sont la santé (13,7 M€ sur 5 ans), le renforcement de la société civile (11,2 M€), l'agriculture (7,3 M€), l'éducation (5,7 M€), les services sociaux (4,2 M€) et l'eau, assainissement et hygiène - WASH (1,5 M€). Cependant les zones principales de

¹⁰ Depuis 2015, la législation belge définit les acteurs de la coopération non gouvernementale selon deux grands groupes : les organisations de la société civile - OSC (ONG, syndicats, mutuelles, associations) et les acteurs institutionnels - AI (les universités et hautes écoles, les asbl des régions et communautés, les villes et communes).

¹¹ Les OSC suivantes ont participé à l'élaboration des ACC et CSC : 11.11.11, ACTEC, Action Damien, ADPM (Action Développement Parrainages Mondiaux), Africa Museum - Tervuren, Africalia, Médecins sans vacances, Auto-développement Afrique (ADA), Avocats sans frontières, Broederlijkdelen, Caritas International Belgique, CNCD-11.11.11, Commission Justice et Paix, Croix Rouge de Belgique, Collectif Stratégie Alimentaire, Entraide et Fraternité, Handicap International, Institut des Affaires Publiques, IPIS, KBA-Foncaba, IRSNB, KIYO, Louvain Coopération, MEMISA, Oxfam solidarité, Protos, RCN-Justice et Démocratie, Rode Kruis Vlanderen, Sensorial Handicap Coopération - SHC, Solidarité Protestante, Solidarité Socialiste, SOS Villages d'enfants, TEARFUND, TRIAS, ULB Coopération, Vétérinaires sans frontières, VIA Don Bosco, WSM.

Ont pris également part à l'élaboration de ces documents les AI suivants : APEFE, UVCW/AVCB, ARES, VLIR UOS.

cette coopération non gouvernementale se situent dans d'autres provinces que celles du FBSA.

1.3 Aperçu des interventions FBSA

Le FBSA a développé un programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région du Moso depuis 2013 qui peut être décrit succinctement par la fiche suivante :

Intitulé du programme	Programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya – FBSA/Moso.
Partenaires	FAO, UNCDF, Collectif Stratégie Alimentaire, Caritas International Belgique, Louvain Développement, Wereldsoliditeit-Solidarité Mondiale et Croix Rouge de Belgique.
Secteurs	Secteur agricole productif, Accès aux services, Appui institutionnel.
Budget total du programme	EUR 14.473.676 dont EUR 11.107.525 financés par la DGD et EUR 3.366.151 de contribution par les partenaires.
Période de mise en œuvre	2013-2018 (60 mois).
Région ciblée	Les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya – Région de Moso – Burundi.
Objectif global	Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables vivant dans les communes de Cendajuru, Kinyinya et Gisuru dans la région du Moso, en favorisant leur accès aux facteurs de production, aux technologies, au marché et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local.
Objectif spécifique	OS 1. Améliorer l'offre alimentaire, les revenus et l'accès aux marchés pour les petits producteurs et groupes vulnérables. OS 2. Améliorer l'accès à l'eau potable et l'utilisation des aliments disponibles et de l'eau potable de manière durable pour les groupes vulnérables. OS 3. Renforcer les capacités des acteurs pour l'analyse, la planification, la mise en œuvre et la coordination de stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au niveau national, local et du programme.
Résultats principaux	R.1.1. Les capacités de production et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables sont durablement renforcées. R.1.2. Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont améliorées et diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré. R.2.1. Les communautés ont les capacités de faire face durablement à la malnutrition, aux maladies et autres problèmes de santé. R.2.2. L'accès des populations à l'eau potable et aux infrastructures est durablement et équitablement renforcé. R.3.1. Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'adaptation aux changements climatiques par les communautés et acteurs locaux sont durablement renforcées. R.3.2. Les capacités du MINAGRIE pour la coordination globale du programme sont renforcées.

Une présentation plus détaillée des résultats de ce programme est reprise en annexe 1 de ce rapport.

2. Cadre stratégique

2.1 Cohérence de l'approche

La cohérence de l'approche du programme multi-acteurs du FBSA/Moso au Burundi est fondée d'abord sur un processus de formulation très systématique qui s'est déroulé sur un peu plus d'une année (mars 2012 à mai 2013). Cette démarche progressive, parfois considérée par certains comme un peu trop lente ou trop minutieuse¹² a néanmoins permis de consolider l'approche et de stimuler une certaine collaboration entre partenaires a priori.

Une étude des déterminants de l'insécurité alimentaire dans la région de Moso a d'abord été confiée au bureau d'études SHER. Celui-ci a pointé particulièrement les éléments suivants :

- Au niveau de la disponibilité alimentaire : les communes du Moso sont caractérisées par une lente mais constante décapitalisation des facteurs productifs exacerbée par la crise politique et l'apparition d'un cycle plus long de sécheresse ; cette décapitalisation, plus forte qu'ailleurs au Burundi, est due probablement à l'existence d'une plus grande superficie de terres disponibles ce qui a conduit à des pratiques agricoles plus extensives qu'ailleurs ;
- L'accessibilité à l'alimentation est relativement mauvaise du fait de l'inflation importante des prix des produits vivriers et des produits de première nécessité en même temps qu'une dépréciation des sources de revenus notamment ceux provenant du salariat agricole ;
- En matière de nutrition, la situation conjoncturelle n'est pas bonne non plus en raison du manque de disponibilité d'aliments avec comme conséquence des durées de soudures relativement longues pour une bonne moitié des ménages ;
- Enfin l'accès au service est difficile du fait de l'enclavement important, le relief montagneux, le mauvais état des pistes et la faiblesse des moyens de transport.

Par ailleurs, parmi les 8 communes qu'elle avait à analyser, cette étude des déterminants a identifié trois groupes différents de communes à soutenir. C'est finalement un groupe de trois communes aux profils relativement identiques (Kinyinya, Gisuru Cendajuru) qui a été retenu car il présentait la caractéristique d'avoir à travailler sur tous les fronts : aménagement des marais et bassins versants, amélioration de l'accès aux services, etc. Ces trois communes avaient accueilli un nombre important de rapatriés qui avaient fui le pays avec la crise de 1993 et comptaient alors une population totale de l'ordre de 180.000 habitants. Une des organisations partenaires interrogées indique qu'une certaine tension a entouré le choix de la zone du programme : *« CTB/Enabel avait fait pression pour que la zone d'intervention du FBSA corresponde à la région dans laquelle elle était elle-même présente, mais cette friction au moment de la formulation s'est estompée dans la mesure où l'exigence de la CTB/Enabel n'a finalement pas été prise en compte¹³ ».*

L'adhésion des différents partenaires s'est faite de façon volontaire par réponse à un appel à propositions qui a été lancé par la DGD. Les propositions introduites par les partenaires s'appuyaient, pour la plupart, sur des relations que ceux-ci avaient tissées avec des organisations locales de longue date. Ces expériences passées constituaient un facteur de renforcement de la cohérence de l'approche. En fonction des réponses à cet appel à propositions qu'elle a reçues, la DGD a alors retenu cinq ONG de droit belge et deux organisations internationales, celles-ci ont pu alors entamer la formulation de leurs différents projets en concertation avec leurs partenaires locaux.

¹² Interviews

¹³ Interviews

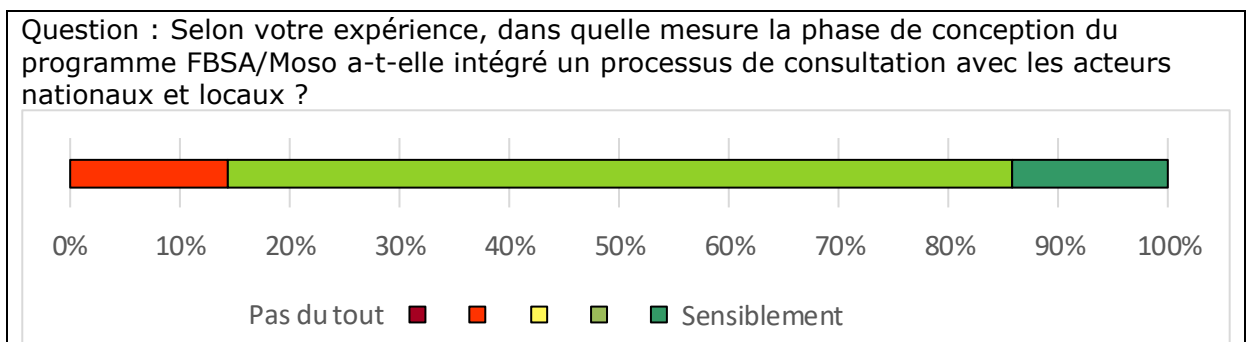
Les DTF (partie II correspondant aux contributions de chaque organisation partenaire et préparées par elles) et DTF consolidé (Partie I – présentation du programme, mécanismes de pilotage et de coordination, de suivi –évaluation et cadre logique, préparée par la FAO sur la base des diverses contributions) ont été finalisés en février 2013 et approuvés définitivement quelques mois plus tard.

Ce processus participatif a été apprécié par les différentes organisations partenaires qui ont été impliquées dans ce programme. Même si elles soulignent que des tensions ont pu voir le jour durant cette phase, certains acteurs voyant leurs propositions amputées de volets d'interventions pris en charge par d'autres, la plus-value semble largement l'emporter¹⁴ : des bénéficiaires finaux communs sont identifiés dès le départ, des manières d'intervenir, des outils d'interventions communs sont choisis dès le départ, des apprentissages réciproques sont stimulés entre acteurs, le volet nutrition souvent considéré comme marginal ou distinct de la sécurité alimentaire dans le passé (FBS) est clairement intégré dès le départ comme volet à part entière dans ce programme, etc.

L'enquête en ligne confirme cette appréciation généralement positive de la phase de conception du programme par les acteurs comme on peut le constater sur l'illustration ci-dessous. Selon l'enquête quantitative six répondants sur sept estiment que la phase de conception du programme a intégré un processus de consultation avec les acteurs nationaux et locaux. Une approche qui a permis, selon les répondants :

- D'avoir une banque de données qui reflètent la réalité du terrain, une base construite sur des résultats et des indicateurs SMART ;
- D'associer dans une démarche commune les acteurs locaux et internationaux ;
- De consulter et d'associer les personnes directement concernées : agriculteurs, administrations locales, etc.

Illustration 2 Processus de consultation avec les acteurs lors de la phase de conception



Source : Particip, sur la base des réponses à l'enquête en ligne¹⁵

Sur la base des principes retenus dans la note stratégique FBSA, le programme multi-acteurs a été construit autour de trois objectifs spécifiques qui prenaient en compte les quatre dimensions de la sécurité alimentaire (SA) définies par la FAO, assurant ainsi une cohérence d'approche basée sur une prise en compte holistique de la lutte contre l'insécurité alimentaire.

¹⁴ Interviews

¹⁵ Dans les pays du FBSA dans lesquels une mission de terrain n'a pas pu être réalisée, une enquête en ligne a été menée auprès des différentes parties prenantes du programme (représentant des organisations partenaires au siège et sur le terrain, organisations partenaires locales, autorités publiques concernées). Les données ont été récoltées au moyen d'un questionnaire adressé par voie électronique. Le public ciblé par pays étant relativement réduit (représentants d'organisations/institutions par pays FBSA, le nombre de répondants est très limité). En particulier pour le Burundi, 16 questionnaires ont été adressés aux parties prenantes et parmi ceux-ci, 7 questionnaires ont été remplis et ont pu être traités. Il ne s'agit dès lors pas de traiter ces résultats comme des données représentant scientifiquement la totalité de la population ciblée par cette enquête quantitative mais comme information complémentaire et illustrative des considérations et jugements construits à partir des autres sources documentaires et d'interviews.

Une complémentarité entre acteurs dans la prise en charge des différentes dimensions de la SAN visait ainsi à couvrir les trois objectifs spécifiques poursuivis par le programme, comme le met en évidence le tableau ci-dessous :

Tableau 2 Objectifs et dimensions de la sécurité alimentaire du FBSA/Moso

Objectifs spécifiques	Groupes d'interventions	Organisations partenaires	Dimension de la SA
OS 1 : Amélioration de l'offre alimentaire, des revenus et de l'accès aux marchés.	Restauration du capital « fertilité des exploitations agricoles ».	CI.be	Disponibilité
	Production de semences de qualité, intrants et matériel agricole.	LC	Disponibilité
	Valorisation des produits agricoles et accès au marché par l'appui aux OP, le stockage et les infrastructures.	CSA UNCDF	Accès
	Création d'activités non agricoles.	WSM	Accès
OS2 : Amélioration de l'accès à l'eau et à l'utilisation des aliments.	Infrastructure et l'accès à l'eau potable.	UNCDF	Accès
	Renforcement de la prise en charge de la malnutrition.	CRB	Utilisation
OS3 : Renforcement de la capacité des acteurs.	Renforcement des capacités des communes.	UNCDF	Stabilité
	Renforcement des capacités du MINAGRIE.	FAO	Stabilité

Source : DTF du programme

Cette approche multidimensionnelle de la sécurité alimentaire apparaît innovante au Burundi et permet de susciter une plus grande complémentarité entre les interventions, un échange plus étroit d'expériences et une approche plus structurée. Cette cohérence d'approche est évidemment un processus qui s'est construit progressivement et qui peut certainement être amélioré. Mais l'organisation coordinatrice, la FAO tire quelques leçons apprises de ce choix d'une approche multi-acteurs et multidimensionnelle :

« la prise en compte des quatre dimensions/piliers de la sécurité alimentaires et nutritionnelles que sont : la disponibilité alimentaire ; l'accessibilité à la nourriture pour tous et en tout lieu et à tout moment ; les équilibres nutritionnels et la sécurité sanitaire des aliments (y compris l'accès à l'eau potable) ; et la stabilité des trois autres dimensions, y compris la sécurité de l'accès dans le temps et dans l'espace et le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux et locaux est une innovation importante au niveau du pays ; la planification mensuelle des activités à travers l'approche « unicité du programme », ce qui montre visiblement que tous acteurs du FBSA Moso mettent en avant la complémentarité et la synergie pour l'atteinte de l'objectif global du programme.¹⁶»

Et cette approche multi-acteurs telle que préconisée par la note stratégique du FBSA, a pu, pour le développement de ce programme dans la région du Moso, s'appuyer sur des organisations partenaires non gouvernementales qui avaient déjà, pour la plupart, une longue expérience d'intervention dans le pays. Ces organisations maîtrisaient très correctement l'une ou l'autre des dimensions de la sécurité alimentaire et, pour la plupart connaissaient bien la stratégie du fonds, pour avoir développé des projets dans le cadre du FBS précédent. Par ailleurs, l'organisation pressentie pour la coordination de ce programme, la FAO, même si elle n'était pas familiarisée avec les mécanismes de coordination du FBSA, était présente sur place et disposait d'une relation de coopération étroite avec le MINAGRIE, au travers d'autres programmes qu'elle développait par ailleurs.

¹⁶ FAO, Rapport narratif du programme 2016.

Le fait de recourir à une multiplicité d'acteurs disposant de compétences spécifiques renforce la cohérence stratégique et la pertinence de la démarche en soutenant une approche holistique de l'appui à la Sécurité alimentaire qui mobilise les acteurs en fonction de leur compétence principale¹⁷. Alors que dans le fonds précédent (FBS) chaque acteur était invité à développer sa propre démarche holistique pour combattre l'insécurité alimentaire, ici la stratégie a été ajustée. Le FBSA a stimulé la spécialisation de chacun des acteurs en construisant la dimension holistique sur la complémentarité des diverses spécialisations des acteurs. Les données recueillies confirment la plus-value de cette option pour le programme FBSA/Moso. Chacun estime que *« cela permet à chaque organisation partenaire d'apporter l'expérience qu'il possède dans le domaine où il est le plus fort, à chacun de mieux comprendre le domaine d'intervention de l'autre, et à ces organisations de se stimuler mutuellement : une organisation qui a pris du retard dans son domaine est incitée à accélérer son intervention si les autres la précèdent »*. Ainsi dans ce programme, la cohérence et la complémentarité de la stratégie apparaissent comme très stimulantes : *« CI.be intervient sur la production, LC sur la qualité des intrants et de l'outillage, le CSA travaille à l'organisation et à la structuration des OP, la CRB stimule la bonne utilisation de ces aliments produits et WSM améliore l'accessibilité des revenus pour les personnes qui ont perdu leur revenu agricole faute de terre : les différents aspects sont pris en charge avec les partenaires les mieux aguerris dans chacun des secteurs d'intervention »*. C'est aussi ce souci du FBSA d'aborder les différentes facettes de la SAN qui apparaît pleinement pertinent et cohérent : *« ce qui est super positif, c'est cette contrainte propre au programme de devoir nous positionner dans cet éventail de domaines différents qu'il fallait tous couvrir. Au départ pour certains, la nutrition était un domaine à part, presque extérieur à la problématique de la SA. Mais ici, dans ce programme FBSA/Moso, on a été forcé à travailler avec les autres ONG et elles ont été poussées à mieux prendre en compte cette dimension de la nutrition. C'est une réelle avancée en termes de cohérence stratégique »*.

La priorité accordée par la Belgique au renforcement de la sécurité alimentaire démontre également une cohérence stratégique avec la stratégie nationale du Burundi. Le programme multi-acteurs du FBSA/Moso entre en résonance avec les priorités du PNSA 2009-2015 et du PNIA 2012-2017 au travers desquels le Gouvernement du Burundi vise à assurer à tous les burundais la sécurité alimentaire en quantité et en qualité et de réduire notamment la faim et la malnutrition d'au moins 50 % dans les ménages ruraux et périurbains. Ce programme s'aligne également sur le diagnostic de la FAO qui estime qu'au Burundi l'éradication de la faim et de la pauvreté doit être menée davantage dans les zones rurales, en investissant par priorité sur l'appui aux petits exploitants et aux femmes.

2.2 Cohérence des dépenses/allocations budgétaires

La répartition des allocations du budget apparaît en concordance avec les besoins prioritaires identifiés lors de la formulation du programme. En effet, sur base des données disponibles, l'évaluation a pu reconstruire une répartition approximative du budget initial qui permet de constater que les allocations budgétaires du programme FBSA/Moso réservent une part importante (48,9%) au volet accessibilité de la SAN, ce qui est cohérent compte tenu de l'analyse des déterminants de l'insécurité alimentaire établie au moment de la formulation qui mettait en avant l'importance des difficultés d'accessibilité. La disponibilité est le second volet en termes d'importance auquel le programme accorde une part significative de son budget (21,5%). L'importance accordée au renforcement des acteurs publics afin de stabiliser la SA qui pourrait être atteinte par ce programme se situe dans une proportion (18,2%) assez comparable aux programmes FBSA réalisés dans d'autres pays (Bénin et Tanzanie).

¹⁷ Interviews

Tableau 3 Budget FBSA Burundi par partenaire et composante

Partenaires	Piliers et composant	Contribution FBSA	Contribution des partenaires	Part FBSA	Total
CI.be	Disponibilité : restauration fertilité	1.500.000 €	264.706 €	12,2%	1.764.706 €
LC	Disponibilité : semences et intrants	1.150.000 €	202.941€	9,3%	1.352.941 €
CSA	Accès : organisation OP et accès au marché	1.789.757 €	315.840 €	14,5%	2.105.597 €
LC	Accès : Alphabétisation	522.942 €	92.284 €	4,3%	615.226 €
WSM	Accès : revenus non agricoles	1.006.319 €	177.586 €	8,2%	1.183.905 €
UNCDF	Accès : infrastructure te accès eau potable	1.905.570 €	1.270.380	21,9%	3.175.950 €
CRB	Utilisation/qualité : malnutrition	1.394.723 €	246.127 €	11,3%	1.640.850 €
UNCDF	Stabilité : Renforcement des communes	1.194.430 €	796.287 €	13,8%	1.990.717 €
FAO	Stabilité : Renforcement du MINAGRIE	643.784 €		4,4%	643.784 €
Total		11.107.525 €	3.366.151 €	100%	14.473.676 €

L'approche multi-acteurs a permis le ciblage des dépenses sur les volets de la SA spécifique à chaque acteur sur base de la répartition budgétaire initiale au moment de la formulation, ce qui en soit est un facteur de renforcement de la cohérence. Cette cohérence budgétaire atteint cependant ses limites étant donné que les différents partenaires sont individuellement responsables de leur budget à l'égard de l'administration belge. En effet, le fait que chacun dispose d'un budget séparé dont il est responsable et dont il doit rendre les comptes directement à la DGD limite la capacité d'intégration des dépenses et le ciblage éventuel en cours de réalisation du projet sur des domaines plus spécifiques liés à la SA. C'est pour quelques partenaires¹⁸ une faiblesse dans le souci de plus de cohérence et de cohésion, l'approche ne tendant pas suffisamment vers une démarche totalement intégrée à ce niveau.

L'enquête en ligne confirme cette appréciation positive générale de la cohérence et de la pertinence de la répartition des allocations budgétaires exprimée dans les interviews. C'est au niveau de l'exécution de ces budgets que les répondants à l'enquête, comme les personnes interviewées mettent en évidence le retard dans l'exécution d'un des partenaires, en l'occurrence l'UNCDF chargé de l'implantation de plusieurs infrastructures, retard qui impactera en partie la qualité de l'intervention des autres acteurs et donc aussi la cohérence générale du programme.

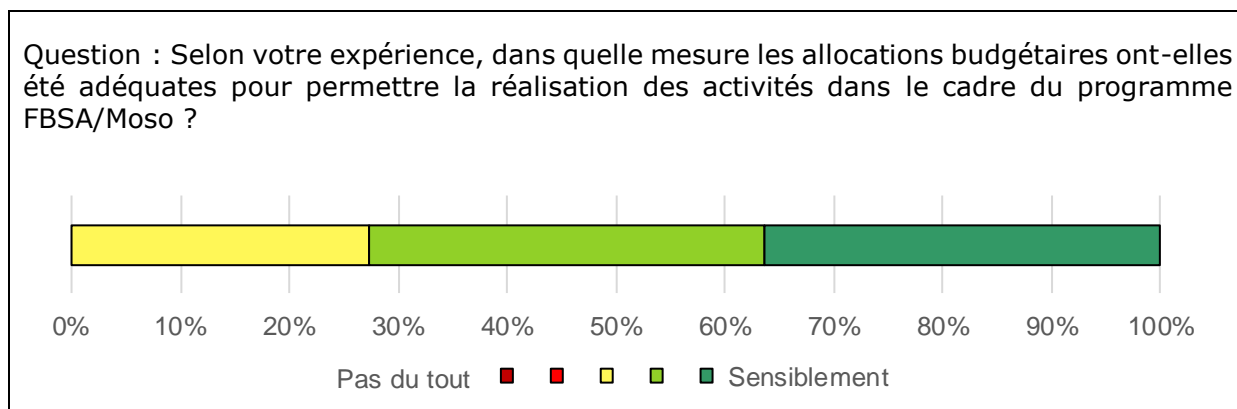
Selon l'enquête quantitative cinq répondants sur sept estiment que les allocations budgétaires ont été adéquates pour permettre la réalisation des activités dans le cadre du programme. Malgré cette appréciation globalement positive et malgré le fait qu'il est reconnu que les allocations budgétaires ont été attribuée sur base des demandes formulées par les partenaires, la répartition de ces allocations budgétaires fait l'objet de plusieurs critiques de la part des répondants :

- Insuffisance de moyens disponibles en termes de formation et d'infrastructures (volet UNCDF) compte tenu de l'enclavement des zones ;

¹⁸ Interviews

- Répartition des allocations budgétaires de manière relativement arbitraire, insuffisamment en cohérence avec la spécificité du terrain.

Illustration 3 : Enquête en ligne - allocation budgétaire



Source : Particip, sur la base des réponses à l'enquête en ligne

2.3 Aspects transversaux

L'attention du programme FBSA/Moso se porte principalement sur deux thèmes transversaux : d'une part le genre et d'autre part le développement durable, dans ses aspects environnementaux et plus particulièrement encore au niveau du changement climatique qui avait été identifié comme un des déterminants importants de l'accroissement de l'insécurité alimentaire dans la région.

Pour ces deux thèmes prioritaires, la priorité est mise sur une approche transversale (mainstreaming) : chaque organisation partenaire est invitée à accorder une attention particulière à ces deux thématiques transversales dans la totalité des composantes de ses interventions qu'elle met en œuvre. Concrètement différentes initiatives ont été prises à cet égard.

Toutefois c'est encore classiquement le critère du niveau de présence féminine dans les organes des institutions et organisations qui est mis prioritairement en avant pour mesurer ou valider l'importance de la prise en compte par les projets de la thématique du genre.

Plusieurs projets sont attentifs à la présence des femmes dans les associations qu'ils soutiennent (CSA dans les OP, CI.be dans les réunions d'informations sur la revitalisation des activités agricoles, la parité homme/femme dans les sections jeunesse de la Croix Rouge, par exemple). Deux projets ciblent particulièrement les femmes : l'alphabétisation par LC qui s'adresse par priorité à ce groupe cible et les activités de nutrition de la CRB qui accordent une place centrale au Mamans lumières qui constituent des acteurs clés dans les Foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle (FARN) et dans les activités de sensibilisation à la nutrition. Au-delà de l'attention à une présence significative des femmes dans les projets, certains d'entre eux développent également des démarches spécifiques visant à un rééquilibrage des genres : sensibilisation à destination de groupes de femmes, développement d'activités génératrices de revenus plus adaptées aux femmes, etc. Mais à ce niveau les contraintes restent importantes, ainsi par exemple : i) l'inclusion des femmes dans l'approche semencière est difficile dans la mesure où la propriété de la terre reste principalement masculine ; ii) le ciblage des bénéficiaires se faisant souvent au niveau des ménages et les chefs de ceux-ci étant toujours l'homme, la prise d'initiative des femmes reste limitée et leur inscription dans des projets parfois laborieuse ; iii) les femmes accèdent souvent avec hésitation au crédit alors qu'elles sont souvent plus fiables au niveau du remboursement, etc.

Concrètement, une plus-value de l'approche multi-acteurs du FBSA, c'est qu'elle favorise et facilite l'échange d'outils et de pratiques relatifs au thème de l'équilibre de genre. Ainsi, la FAO en tant qu'organisation coordinatrice a partagé avec les différentes organisations partenaires ses connaissances en mettant à disposition sa propre documentation sur le sujet, stimulant ainsi une approche la plus commune possible de cette thématique.

Le programme multi-acteurs FBSA/Moso aborde la thématique environnementale de manière plus transversale et plus systématique au travers de la diversité de ses interventions.

Même si le programme aborde cette thématique d'abord sous l'angle des conséquences dues aux changements climatiques, on constate que l'environnement est pris en compte dans sa diversité et sa globalité. Dans les différents projets, l'accent est mis sur la protection de l'environnement sous toutes ses formes : les FARN initiés par la CRB promeuvent les foyers améliorés et l'utilisation des aliments produits localement ; LC travaille sur la promotion des haies antiérosives, la protection des bassins versants, la protection des cultures face aux pluies excessives ; le programme introduit des innovations comme l'usage des feuilles de bananier en lieu et place du plastic dans les pépinières (ce qui en outre favorise une plus grande implication des femmes), etc.

Pour ce thème aussi le fait de mettre en œuvre l'intervention dans une approche multi-acteurs favorise les échanges d'expériences et d'outils. La FAO joue ici aussi son rôle de coordinateur et de stimulateur en partageant ses documents relatifs à l'environnement avec ses partenaires (code international de distribution des pesticides, classification de ceux-ci par l'OMS, guide national de planification communale adapté aux changements climatiques, etc.) afin de favoriser une plus grande cohérence d'approche et de stratégie.

Par ailleurs, le troisième thème transversal prioritaire des programmes FBSA, les droits humains, est rarement abordé de manière directe dans cette intervention multi-acteurs. La problématique est plus épineuse, compte tenu du contexte politique difficile du Burundi. Ces sujets sont éventuellement abordés au travers d'une approche plus commune ou neutre et non de manière spécifique dans l'un ou l'autre des projets. La question des droits humains est ainsi traitée de manière indirecte lors d'atelier ou de réunion lorsqu'il est question de la juste répartition des terres, de la responsabilité et des droits des paysans dans la gestion de leurs ressources, etc.

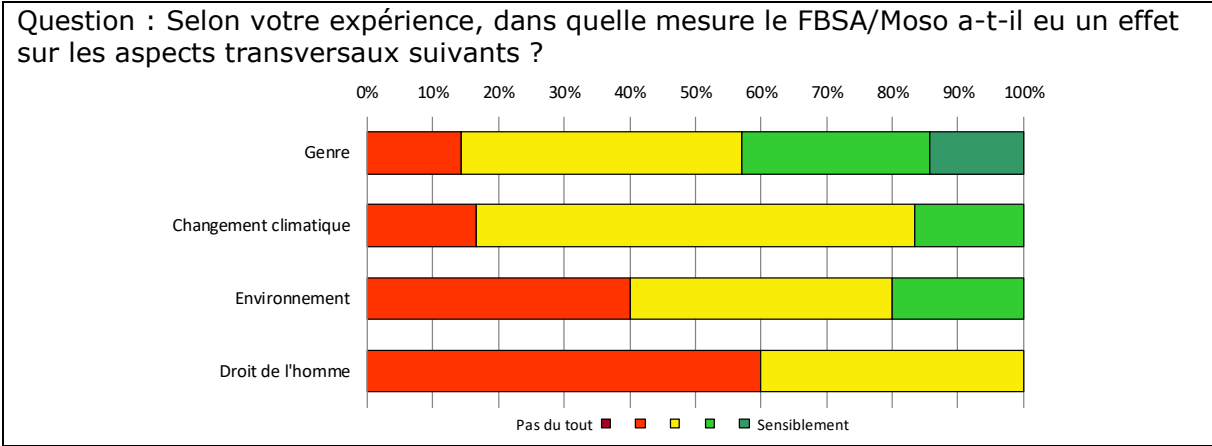
Enfin, ces trois thématiques prioritaires de la coopération belge sont intégrées de manière plus transversale dans le prolongement du projet d'alphabétisation (LC) : pour stimuler et entretenir la capacité de lecture, des fascicules ont été élaborés et sont distribués. Le contenu de ces fascicules traite d'abord de la sécurité alimentaire, de son contenu, de ses objectifs de la manière de l'atteindre, etc. mais également des thématiques de genre, de développement et de droits humains. L'utilisation de ces fascicules par les personnes alphabétisées devient ainsi à la fois un exercice de lecture, d'alphabétisation mais aussi une occasion pour ces populations d'échanger sur le contenu de ces différentes thématiques et sur les questions qu'elles soulèvent.

Toutefois, globalement, l'approche multi-acteurs semble induire un effet relativement limité sur la cohérence dans la manière d'aborder ou de traiter ces thèmes transversaux. Outre l'opportunité de favoriser des échanges d'expériences ou d'outils, comme indiqué ci-dessus et l'approche plus commune du traitement simultané de différents thèmes aux moyens des outils d'alphabétisation, peu d'autres indices permettent de conclure qu'il y a un réel effet très stimulant de l'approche multi-acteurs sur une attention plus particulière qui serait accordée à ces thématiques transversales.

L'enquête en ligne confirme ici aussi les constats qui viennent d'être déduits de l'analyse des documents et des interviews. Pour tous les thèmes, l'approche FBSA impacte peu ou faiblement les différents aspects transversaux : seul le genre apparaît un peu plus soutenu par cette approche multi-acteurs. L'enquête par questionnaire met en évidence que selon

la perception des acteurs le programme a surtout eu de l'effet sur la thématique transversale genre, dans une très faible mesure sur l'environnement et quasiment pas sur les droits humains.

Illustration 4 Enquête en ligne : Aspects transversaux



Source : Particip, sur la base des réponses à l'enquête en ligne

3. Mise en œuvre des programmes et projets

3.1 Coûts/efficience

L'évaluation constate que l'efficience du programme FBSA/Moso s'est renforcée progressivement au cours de la mise en œuvre du programme. Elle a été renforcée par deux facteurs au moins : le choix de localiser toutes les unités de gestion des différents projets de manière décentralisée au plus près des zones d'intervention et l'application de modalités et de procédures relativement souples au sein du FBSA, plus souples en tous cas que les modalités habituelles de cofinancement appliquées par la DGD.

En effet, pour ce programme FBSA/Moso, l'option a été prise dès le départ de concentrer les moyens au niveau local essentiellement. Tous les acteurs ont localisé leurs moyens humains principaux pour ce programme au niveau de la province à Ruyigi. Les partenaires locaux de la CRB et de CI.Be disposaient déjà de leurs propres locaux dans cette ville et les autres partenaires ont loué, à proximité, un seul bâtiment commun dans lequel travaillent toutes leurs équipes. Cette localisation proche du terrain et ce regroupement en un lieu facilitent la coordination et améliorent nettement l'efficience du programme. En termes d'efficience globale (financière mais aussi en temps et en ressources humaines), le fait que le cœur du fonctionnement du projet se situait au niveau local¹⁹ : « *cela permettait une coordination légère, les réunions étaient très concrètes et très efficaces* ». Tout naturellement, ce travail de proximité a induit une plus grande collaboration, gage d'une plus grande efficacité, mais qui a dû se construire progressivement : « *chacun avait ses habitudes et ses procédures. Nos partenaires burundais étaient plus frileux et hésitaient à travailler avec les partenaires des autres ONG belges. Caritas Burundi demandait la permission à Caritas Belgique avant de contacter Capad, la prédominance de la relation Nord-Sud était prégnante au début. Mais progressivement on a appris à travailler ensemble et ainsi à améliorer l'efficience globale de nos interventions* ». Concrètement comme l'indiquent certains rapports narratifs, des économies d'échelles se sont naturellement multipliées : « *Les responsables du projet PASAFED-Alpha n'ont pas cherché à construire leur propre salle d'alphabétisation mais les négocient auprès des autres partenaires du programmes ou des partenaires publics... Le matériel de post-alphabétisation (fascicules sur SA, genre, etc.) est partagé avec les autres acteurs du FBSA/Moso.* ». Ces pratiques progressives ont amélioré significativement l'efficience du programme par le développement d'outils de partage et de collaboration entre partenaires, telles que le site internet, le répertoire, le document des synergies, les mailings listes, permet de renforcer les synergies et collaborations.

Globalement la mise en œuvre apparaît relativement efficiente : le taux d'exécution atteint des niveaux satisfaisant, les réalisations prévues sont effectives et au fil de cette mise en œuvre les collaborations entre acteurs se sont renforcées, multipliées et ont permis de premières économies d'échelle.

Compte tenu de l'absence d'un rapport final consolidé de ce programme, l'évaluation se base sur les rapports individuels disponibles de la dernière année qui permettent de constater que le taux d'exécution du budget est élevé pour la majorité des projets. Alors que le taux d'exécution était modeste les deux premières années, à la fin de la période de cinq et une prolongation de trois mois, la plupart des projets qui composent ce programme ont exécuté la totalité de leur budget initial, avec une exception notoire le retard que l'on constate dans l'exécution du projet assumé par UNCDF. L'organisation multilatérale chargée de la réalisation d'infrastructure a accumulé un retard d'exécution très important. Elle bénéficie actuellement d'une prolongation supplémentaire pour finaliser certaines réalisations prévues. Ce constat est confirmé par l'ambassade de Belgique à Bujumbura qui estime que « *le taux de réalisation des projets du FBSA/Moso est de l'ordre de 100% (ou dépassant), sauf pour l'UNCDF, dont la logique d'intervention est restée incomprise par les autres partenaires, particulièrement dans le domaine des infrastructures. Réalisées en soutien aux Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC) des 3*

¹⁹ Interviews

communes du FBSA Moso, les interventions de UNCDF n'ont pas nécessairement été perçues comme étant complémentaires aux autres actions du programme. »

Tableau 4 Taux d'exécution du programme FBSA/Moso (fin 2018)

Composante	Budget initial prévu	Budget total exécuté	Taux d'exécution
FAO coordination	643.784 €	642.013	99,7 % ²⁰
UNCDF	5.166.667 €	ND ²¹	ND
CRB	1.640.850 €	1.663.899 €	101,5 %
CSA	2.105.597 €	2.116.125 €	100,5 %
CI.be	1.764.706 €	1.769.836 €	103,0 %
LC - PADASIO	1.352.942 €	1.408.137 €	104,1 %
LC - PASAFED	615.226 €	604.635 €	98,3 %
WSM	1.183.905 €	1.202.923 €	101,6%

La mise en œuvre de ce programme s'est donc déroulée de manière globalement cohérente et a permis le développement des activités à un rythme commun, à l'exception d'un acteur, l'UNCDF, qui a connu de nombreuses difficultés en termes de ressources humaines, de retard dans la conclusion des marchés publics et qui donc avait un rythme d'intervention beaucoup plus lent que celui de tous les autres acteurs. UNCDF devant fournir un certain nombre d'infrastructures pour permettre l'activité d'autres partenaires, cela a eu un impact négatif sur la réalisation et l'efficacité de certaines activités²² : « UNCDF devait construire les 3 infrastructures, les centres de métier. Un a été construit les deux autres pas : c'est dû à la faiblesse de UNCDF mais aussi le manque de coordination de la FAO. UNCDF est un acteur trop lent et puis, ils ont dit que budget était insuffisant... ». Le point de vue d'UNCDF sur cette faiblesse d'exécution n'a pas pu être recueilli jusqu'ici : les rapports disponibles de UNCDF sont trop anciens (2015) pour pouvoir vérifier ces retards de réalisation et les demandes répétées d'interviews auprès de UNCDF n'ont pas reçu jusqu'ici de réponse favorable.

L'analyse documentaire et les interviews²³ mettent l'accent sur d'autres indices d'efficacité de ce programme. L'approche multi-acteurs a induit une coordination commune des différents projets, une approche innovante, qui a aussi permis un accompagnement concerté et coordonné des partenaires nationaux qui ont noué des liens de collaboration fructueux qui n'existaient pas nécessairement auparavant. Ce renforcement de la collaboration entre partenaires du nord d'une part et entre partenaires locaux d'autre part a induit une plus grande efficacité, des économies d'échelles, une identification et des approches communes ou coordonnées des bénéficiaires finaux. Ceux-ci prennent ainsi part à un ensemble d'activités coordonnées, ce qui favorise leur implication dans ces interventions et l'appropriation par eux de celles-ci. Plus spécifiquement pour le Burundi, cette collaboration renforcée a permis de consolider la confiance entre les ACNG BE et leurs partenaires nationaux, ce qui était crucial dans le contexte de crise que traverse le pays.

L'efficacité globale du programme qui s'est améliorée progressivement au cours de la mise en œuvre a été lourdement handicapée par la décision d'abroger le FBSA. Plusieurs éléments appuient ce jugement :

- L'approche multi-acteurs était une nouvelle modalité d'intervention pour les acteurs du FBSA : il a fallu apprendre à travailler ensemble, le partenaire coordinateur a dû apprendre à coordonner, le démarrage a été plus difficile mais progressivement les partenaires ont mieux travaillé ensemble, leur fonctionnement commun devenant plus efficace et plus efficient. Alors qu'on constate cette progression, le

²⁰ Source : interviews, rapports finaux non encore transmis à la DGD.

²¹ Non disponible

²² Interview

²³ Interviews

FBSA est abrogé à mi-parcours de la réalisation du programme. C'est pour la plupart des partenaires un manque d'efficacité évident ;

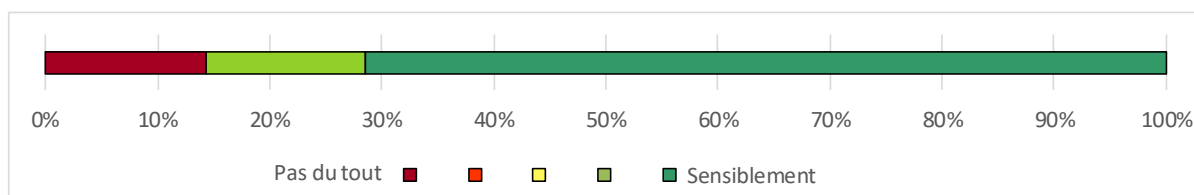
- Le programme aurait aussi pu renforcer son efficacité à plus long terme : le travail a été réalisé sur trois communes durant 5 ans, le modèle testé à ce niveau fonctionne bien, il aurait été plus efficace d'étendre ce modèle une fois testé sur toute la province, ce qui était envisageable initialement puisque le FBSA, prévu sur 10 ans, pouvait permettre une seconde phase, mais son abrogation a anéanti cette possibilité et handicapé l'efficacité globale du programme ;
- Comme indiqué plus haut, sur le plan opérationnel, l'épicentre de la coordination de ce programme se situait au niveau de la province à Ruyigi, mais cette coordination était relayée au niveau supérieur à Bujumbura et à Bruxelles. Ces niveaux supérieurs permettaient de renforcer la cohérence de l'approche et donc soutenait une attention plus grande à l'efficacité de la mise en œuvre. Les réunions, même peu fréquentes à Bruxelles, étaient une innovation importante dans le cadre de ce programme. Après une phase de démarrage et de sélection des partenaires qui avait suscité quelques tensions, cette pratique d'une « coordination nord » de ce programme (à laquelle les organisations multilatérales ne participaient pas vu la relative déconnexion entre leur équipe au Burundi et leur représentation à Bruxelles) permettait une meilleure coordination, une plus grande intégration dans la mise en œuvre et un suivi rapproché du programme, en associant la DGD. Cette coordination au nord était soutenue par les fédérations d'ONG ACODEV et NGO-Federatie²⁴. L'abrogation du fond a provoqué l'abandon de cette pratique. Sur le terrain les partenaires ont perçu un manque de suivi et de réponse à la DGD dès la décision d'abrogation. Les partenaires ONG ont continué à se réunir d'initiative et de manière ad hoc à Bruxelles, mais le pilotage en concertation avec la DGD était affaibli, on sentait un vide au niveau du suivi et de l'implication de l'administration.

L'enquête en ligne confirme ce constat de l'impact de l'abrogation sur la mise en œuvre du programme.

Illustration 5 : Répercussions de l'abrogation sur la mise en œuvre du FBSA/Moso

Question : Selon votre expérience, dans quelle mesure l'abrogation du FBSA a-t-elle affecté la mise en œuvre du FBSA/Moso ?

Selon l'enquête quantitative six répondants sur sept estiment que l'abrogation du FBSA a affecté la mise en œuvre du programme.



Les répondants pointent en particulier :

- La rupture entre la perspective initiale d'un programme à long terme (2x5 ans) et le sentiment d'une mise en œuvre inachevée (activités qui n'a pu se réaliser que sur 33 des 78 collines que comptaient la zone d'action) ;
- Une abrogation aux effets catastrophiques (en termes humains, de résultats, d'image, de durabilité) et peu respectueuse des engagements ;

²⁴ Interviews

- Une interruption dans un processus qui était en progression et qui après un démarrage sans doute lent et problématique commençait à accumuler des expériences et résultats intéressants à capitaliser.

Source : *Particip*, sur la base des réponses à l'enquête en ligne

La coordination interne du programme, balbutiante et handicapée par la faiblesse des moyens humains qui y étaient affectés (rotation des ressources humaines) est jugée peu efficace au départ. Sa qualité et sa performance s'est progressivement consolidée. La part du budget du programme réservé à la FAO afin d'assumer les fonctions de la coordination correspond à 4,45 % du montant total du programme de 14.473.676 €, soit 643 784 €. Il se répartit essentiellement en charges de personnel (un expert assurant le rôle de coordination, un expert en suivi-évaluation, un responsable opérations), des missions d'appui technique du siège, des provisions pour missions de supervision, l'évaluation à mi-parcours, l'appui à l'organisation des sessions du comité consultatif locaux et l'appui pour le volet communication pour le programme. Ce coût global de coordination paraît raisonnable dans la mesure où il recouvre en plus des dépenses qui existent également dans des programmes qui ne sont pas exécutés en multi-acteurs (sessions des comités consultatifs locaux, communication sur le programme, etc.) : à ce niveau on se situe plutôt dans une balance positive, dans la mesure où des économies d'échelle sont réalisées (partage d'outils, échange d'expérience, utilisation d'infrastructures en commun).

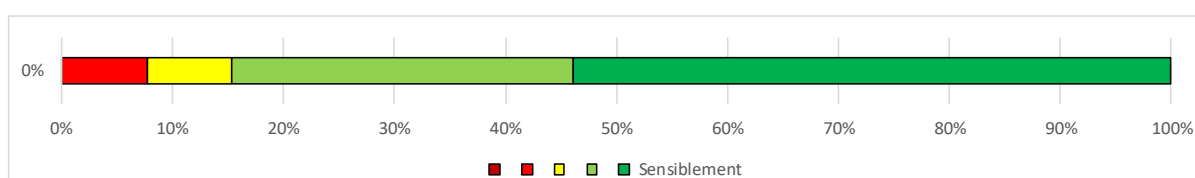
L'efficacité de la coordination est en revanche appréciée de manière moins positive au niveau opérationnel durant les premières années du projet. Des problèmes d'affectation des ressources humaines, des règles d'interventions différentes dans les zones insécurisées ont induits que la FAO ne pouvait pas toujours être sur le terrain alors que les ONG étaient en intervention sur place. Cela a entraîné une coordination plus hésitante au début qui s'est nettement améliorée au cours de la réalisation du programme. L'évaluation tient aussi à souligner que si la FAO a sans doute rencontré, au départ, des difficultés organisationnelles à entrer dans son rôle de coordination tel que conçu par la logique du FBSA, l'expérience et l'expertise dont cette organisation multilatérale pouvait se prévaloir en termes de coopération avec les autorités locales et la confiance que celle-ci leur inspirait a constitué une plus-value importante pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de ce programme. Le profil multilatéral de la FAO, dans ce contexte politique tendu du Burundi, a été un apport important dans la consolidation progressive de l'efficacité de ce programme.

L'enquête en ligne met en évidence cette appréciation globalement positive de la coordination en fin de programme : seul un répondant reste critique par rapport au rôle joué globalement par la FAO.

Illustration 6 : Coordination des différentes composantes du FBSA/Moso

Question : Selon votre expérience, dans quelle mesure la coordination interne entre les différentes composantes/projets du FBSA/Moso a-t-elle été efficace, notamment vis-à-vis de l'approche multi-acteurs ?

Selon l'enquête quantitative cinq répondants sur sept estiment que la coordination interne entre les différentes composantes/projets du programme a été efficace, notamment vis-à-vis de l'approche multi-acteurs



Les répondants soulignent principalement que :

- Les effets de connaissances mutuelles et d'apprentissage qui découle de cette coordination ;
- L'importance des outils et mécanismes utilisés par la FAO pour renforcer la cohésion des interventions (fora de concertation, réunions mensuelles, le site Web du programme, etc.
- Les débuts ont été plutôt catastrophiques en termes de coordination, avec des changements de coordinateurs dont on ne voyait pas le rôle avec un net changement positif en cours de route avec le dernier coordinateur.

Source : Particip, sur la base des réponses à l'enquête en ligne

3.2 Suivi, Evaluation et Apprentissage

L'expérience et la pratique passée des organisations partenaires en matière de sécurité alimentaire et de Fonds belge dans ce secteur, leur expérience passée dans le pays et pour plusieurs d'entre eux dans la zone de l'intervention du programme FBSA/Moso, sont plusieurs éléments qui ont contribué à la mise en place d'une approche multi-acteurs qui de par sa nature permet de susciter une multiplication des échanges et des apprentissages, même si le démarrage de cette démarche multi-acteurs a nécessité une progression par essais et erreurs, un phasage progressif de tous les acteurs et donc a pu apparaître fort chronophage et parfois peu efficace.

Ainsi, le fait que la plupart des acteurs non gouvernementaux belges avaient déjà des expériences passées dans le FBS, a permis une mise en œuvre plus efficace et plus rapide : les procédures, même si elles avaient été modifiées avec le FBSA, étaient partiellement connues, la pratique et les habitudes de fonctionnement étaient appropriées. La leçon essentielle tirée des expériences passées au moment de démarrer le FBSA a été pour chaque organisation de se recentrer sur ses compétences essentielles : de renforcer ce dans quoi chacun était le meilleur. Pour le FBSA/Moso, tout le processus et l'approche multi-acteurs ont permis aux acteurs de multiplier au démarrage les rencontres à Bruxelles et sur le terrain²⁵ : « on a vu ce que l'autre faisait, ainsi de manière volontaire on a mieux compris ce que l'autre faisait et comment relier ce que nous faisons avec ce que faisaient les autres ». « Avec ce travail en complémentarité, on est plus ouvert au partenariat avec d'autres... surtout pour notre approche nutrition, cela nous impose de travailler avec d'autres ».

²⁵ Interviews

La pratique hésitante et souvent peu satisfaisante des premiers mois du FBSA a aussi permis de tirer des leçons et d'améliorer le fonctionnement du programme en cours²⁶: « *la planification des activités en synergie de la base au sommet (niveau communal → niveau du programme) est à encourager, cela renforce l'efficacité de ce que nous réalisons* » ; « *la collaboration avec les administrations a été renforcée alors que ce n'était pas une pratique courante de la part des ONG... c'est une condition de la réussite du projet qui n'est pas à négliger* » ; « *cette approche multidimensionnelle de la SAN telle que définie par la FAO est une approche innovante pour les administrations locales, c'est à renforcer* » ; « *il faut rompre le cercle vicieux des consultances isolées, en créant des joints ventures ou des binômes même si ce sera plus lourd administrativement pour que ce soit plus efficient* » ; « *le dialogue permanent et la gestion adaptative du programme permettent de réaliser une partie importante de ce qui a été prévu même si on se trouve actuellement dans une situation d'insécurité grave et dans une fragilité écosystémique* », etc.

Cette approche multi-acteurs progressivement construite sur base d'une adhésion volontaire des organisations partenaires a permis au cours de la mise en œuvre du programme de multiplier les échanges de leçons apprises et d'expériences qui sont parfois répétées dans d'autres programmes ou d'autres pays. LC a introduit des ânes dans le projet : cette technique donnant des résultats intéressants a été reprise par d'autres ONG partenaires ; la méthode de l'exploitation familiale intégrée est utilisée maintenant dans d'autres programmes PAIOSA de Enabel ; la méthode de la chaîne de solidarité d'élevage est maintenant aussi harmonisée avec d'autres programmes ; la modalité de coordination de la FAO avec le département provincial de l'agriculture et avec la province dans le cadre du FBSA a été une expérience nouvelle intéressante qu'il est envisagé de répéter dans d'autres situations.

Des apprentissages croisés entre différents programmes FBSA peuvent aussi être mentionnés : l'expérience du FBSA Mali a permis à un des partenaires de mieux orienter ses actions et de mieux développer ses synergies ; la visite de la responsable thématique santé communautaire et nutrition de la CRB, qui couvre également le FBSA Mali a permis de comparer lesancements des deux programmes et de tirer profit des leçons apprises ; le fait de faire venir un assistant technique de la CRB du Mali pour l'enquête SMART a permis de capitaliser sur les compétences acquises par celui-ci.

Par ailleurs, comme indiqué plus haut, la démarche même du FBSA stimulant l'intervention sous forme multi-acteurs et multidimensionnelle a été perçue par les acteurs impliqués comme volontaire, sans contrainte, ce qui est assez différents des démarches qui ont été proposées (imposées selon certains) aux ACNG ensuite avec l'élaboration des ACC et CSC. Cet aspect non contraignant a eu selon les acteurs interrogés un effet très positif sur l'efficacité de la démarche et du programme. Mais indirectement cela a eu également un impact sur la démarche des ACC et CSC eux-mêmes²⁷ : « *au Burundi cela a renforcé l'outil CSC. Les CSC sont plus cohérents dans un pays FBSA que dans un autre pays où il n'y a pas eu de FBSA ; on a un noyau d'ONG qui se connaissent et savent comment travailler ensemble c'est positif car cela augmente l'efficacité.* » **Une stratégie commune d'évaluation et de suivi de ce programme s'est progressivement construite mais est restée inachevée.** Une **évaluation à mi-parcours** a été menée au sein des différents projets pratiquement durant une même période. Elle a permis de réajuster les indicateurs et réorienter les activités en cohérence pour l'ensemble du programme. Ainsi par exemple : la formation a été réorientée vers de nouvelles filières (transformation agro-alimentaire, savonnerie) plus porteuses que les filières classiques initiales pour répondre au besoin mieux identifiés en cours de mise en œuvre du programme ; l'amélioration des revenus des groupes vulnérables par l'alphabétisation a exigé d'autres mesures d'accompagnement, sans quoi ces alphabétisants interrompent les cours pour aller travailler contre nourriture. Cette évaluation à mi-parcours met en évidence les effets croisés de certaines interventions sur le résultat d'autres intervenants et les mesures d'atténuation (apprentissage) qu'il est nécessaire d'adopter.

²⁶ Interviews

²⁷ Interviews

Cependant, les documents consultés et les interviews n'ont pas permis de déceler la mise en place d'une véritable structure de suivi-évaluation à la suite de cette première évaluation commune à mi-parcours, même si les partenaires ONG faisaient trimestriellement d'initiative une réunion en commun pour faire le point sur l'état d'avancement des projets²⁸. En outre, l'abrogation du fonds a hypothéqué la réalisation d'une réelle évaluation commune en fin de programme, faute de moyens financiers prévus à cet égard, selon l'organisation coordinatrice. Néanmoins, **un travail de capitalisation a été mené par la FAO²⁹ qui a permis d'identifier une douzaine de bonnes pratiques :**

1. Conception du programme : une approche holistique qui couvre largement les défis liés au sous-développement et à la pauvreté.
2. Choix des groupes cibles : principe du développement inclusif
3. Un programme cohérent de renforcement des capacités des groupes cible.
4. Gestion du programme : coordination unique de plusieurs projets
5. Promotion des MPMes en appui à l'intensification agricole : Une action synergique et complémentaire dans la « logique de la chaîne de valeur »
6. Une approche innovante d'encadrement de proximité pour promouvoir des Exploitations Familiales Intégrées (EFI)
7. Le rôle clé des paysans relais dans la durabilité et l'expansion de l'approche EFI
8. Gestion communautaire d'un programme de chaîne de solidarité communautaire. Exemple de succès du projet PADDAM
9. Valorisation des CEM et création des emplois à travers une action combinée de formation professionnelle, formation entrepreneuriale et réinsertion socio professionnelle
10. IGG et les MUSO comme outil de promotion de l'inclusivité financière
11. Gestion communautaire des cas de malnutrition par des comités collinaires. Expérience de la Croix Rouge Belgique au Burundi
12. Action transversale pour stimuler l'inclusivité des analphabètes au programme de SAN. Exemple de succès d'un projet d'alphabétisation fonctionnelle PASAFED
13. De l'individu aux structures coopératives ; une démarche d'autonomisation des groupes cibles des projets sur le plan technique et financier. (Expérience de la CAPAD)

3.3 Arrangements institutionnels spécifiques

Les acteurs impliqués dans la réalisation du programme FBSA/Moso sont peu informés du rôle, des prérogatives et du fonctionnement du groupe de travail parlementaire mis en place par la loi qui a créé le FBSA. Les chargés du programme Burundi des différentes organisations partenaires, n'ont pas participé au groupe de travail parlementaire du FBSA, ils en connaissent peu le fonctionnement et les résultats. Le seul contact a été la visite des parlementaires de cette structure au Burundi en novembre 2013 au moment du démarrage du programme. Le contact a été facile et intéressant, il a surtout permis aux parlementaires de connaître de manière plus concrète le contenu des projets qui étaient en cours de démarrage. Un impact plus concret de cette visite a été le fait que les parlementaires ont visité un projet de LC dans le Nord du Burundi qui utilisait la malle bibliothèque pour promouvoir l'alphabétisation et la post alphabétisation. Ayant apprécié les résultats atteints grâce à cet outil, les parlementaires ont suggéré qu'un tel volet d'alphabétisation (qui n'existait pas encore) soit inséré dans le FBSA/Moso afin de promouvoir la sécurité alimentaire et accroître la participation des populations ciblées avec cette malle bibliothèque. C'est ainsi qu'en 2014 a été ajouté au programme FBSA/Moso le Projet d'Alphabétisation pour la promotion de la Sécurité Alimentaire et l'amélioration de

²⁸ Interviews

²⁹ FBSA Burundi, Capitalisation des bonnes pratiques, rapport provisoire.

la participation de la Femme dans le Développement (PASAFED-Alpha) et que le programme a ainsi été augmenté d'un montant de 615.226,24€ (dont 522.942,31€ de financement du FBSA).

Globalement les conclusions de la mission des parlementaires étaient les suivantes « *nous apprécions très positivement les méthodes du FBSA surtout dans sa nouvelle mouture, et en particulier l'approche multidimensionnelle et la volonté de coordonner de nombreux acteurs sur le terrain mais aussi ici en Belgique. La même appréciation vaut pour la bonne collaboration entre l'administration et les O.N.G. et le monde politique* ».

La mission recommandait notamment :

- « La durée des projets doit pouvoir être maintenue à 10 ans au moins ;
- La collaboration avec les autorités locales doit être systématique et s'adapter à la demande ;
- Garder l'équilibre dans le soutien aux activités productrices et aux services sociaux de base (éducation et formation) : même si le Fonds a comme cible principale la sécurité alimentaire, la fourniture de services de base doit pouvoir rester dans les compétences du Fonds, tant ceux-ci contribuent à garder une population sur sa terre, et sur un territoire donné ;
- Le contact avec les autorités politiques du pays et avec nos homologues est sans doute le rôle le plus important que nous pouvons jouer au sein du FBSA et il devrait être institué de façon plus systématique avec les pays bénéficiaires du Fonds ».

Au niveau du fonctionnement plus opérationnel du programme, les mécanismes institutionnels d'appui à sa mise en œuvre sont constitués des structures mixtes de concertation classiques qui se sont réunies régulièrement et ont permis d'encadrer le travail journalier coordonné lui au niveau des équipes de terrain.

En effet, le mécanisme de coordination se situait surtout sur le terrain au niveau provincial : la présence d'un coordinateur de terrain de chaque organisation partenaire à Ruyigi permettait une concertation concrète permanente assurée et stimulée par le coordinateur de la FAO, lui aussi sur place : l'équipe se réunissant formellement au moins tous les mois pour confirmer cette coordination quotidienne du programme. Un comité de pilotage local était formellement organisé tous les trimestres et avalisait les décisions et orientations de mise en œuvre opérationnelle. C'est aussi la FAO qui était chargée d'assurer la tenue annuellement d'un comité de pilotage national à Bujumbura présidé par la MINAGRIE et dont la vice-présidence était assurée par l'ambassade de Belgique. Ces instances officielles ont correctement fonctionné durant la période du projet malgré les tensions diplomatiques entre la Belgique et le Burundi liées à la situation politique depuis 2015. Le fait que la FAO (plutôt qu'une organisation étatique belge) était chargée de la coordination du programme est sans doute un facteur explicatif du fait que ces instances ont pu fonctionner normalement tout au long du programme.

Et pour rappel, comme indiqué plus haut également, l'impact négatif de l'abrogation du FBSA a affecté également, surtout au niveau de Bruxelles, la qualité de coordination. L'abrogation du fonds et le démantèlement concomitant et quasi immédiat du service de la DGD chargé du suivi du FBS, a impacté la qualité du suivi de ce projet et la cohérence de la coordination à Bruxelles où plus aucune coordination formelle regroupant les organisations participantes et l'administration n'a été poursuivie, même si d'initiative les ONG ont maintenu des réunions ad hoc entre elles au niveau des sièges, mais sans la DGD ni les organisations multilatérales. Ceci était d'autant plus handicapant que cette rupture est intervenue alors que la moitié du programme n'était pas encore exécutée.

4 Effet de l'appui

4.1 Atteinte des résultats et principaux facteurs de succès

Dans un contexte socio-politique très incertain, le programme a connu des lenteurs et hésitations durant sa phase de démarrage. Des volets importants de ce programme ont connu des retards d'exécution significatifs avec parfois des activités prévues qui n'ont pu être réalisées (infrastructures). Malgré ces difficultés, l'équipe d'évaluation tient à souligner une atteinte partielle mais significative des résultats. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce relatif succès : les modalités de la formulation du programme, le dynamisme et l'apprentissage mutuel généré par l'approche multi-acteurs qui a pu se consolider progressivement au fil du temps, l'expertise des organisations partenaires et leur expérience passée dans ce contexte difficile.

Ainsi, un des facteurs de la réussite de ce programme est le cadrage en amont³⁰ réalisé au moment de la formulation : *« on a mis autour de la table tous les acteurs qui ont dû définir comment ils intégraient le cadre logique et sur base de l'étude initiale de SHER on a structuré l'intervention de chacun, donc on a pu donner une réponse plus complète au problème de la Sécurité alimentaire avec l'apport de chacun, on a été plus organisé, plus structuré, plus complet »*. Un autre facteur de réussite est la durée du programme : cinq années est déjà une durée intéressante pour mener des interventions en sécurité alimentaire qui nécessitent du temps. La répétition de l'intervention sur plusieurs cycles de récoltes agricoles par exemple a permis de stimuler des changements de pratiques, d'habitudes culturelles dans la durée. Constatant l'importance et l'effet positif de cette durée sur les interventions, les organisations partenaires regrettent d'autant plus l'abrogation du FBSA qui a amputé les interventions d'une éventuelle seconde phase de cinq ans qui dans des zones et contextes difficiles tels que le Burundi, s'avère être utile, voire indispensable pour garantir une réelle appropriation et durabilité des résultats.

Au terme de la réalisation de ce programme, plusieurs résultats ne sont atteints que partiellement mais contribuent à une prise en charge plus holistique de la sécurité alimentaire. Plusieurs points permettent d'étayer de jugement : i) les synergies entre organisations partenaires du programme mais surtout entre leurs partenaires locaux respectifs se sont multipliées et s'installent dans la durée ; ii) la participation et la structuration des acteurs ciblés est significative et gage d'une durabilité potentielle : participation des bénéficiaires et en particulier des femmes aux activités d'amélioration de la production, de stockage, de formation, etc. et structuration et renforcement des organisations de paysans ; iii) mise en place et appropriation de mécanismes et outils utilisables sur le long terme : malle bibliothèque pour l'alphabétisation, mécanismes de warrantage et/ou de stockage, pratiques culturelles respectueuses de l'environnement, gestion des semences et intrants, formation et suivi en formation professionnelle, pratiques nutritionnelles, mécanismes de crédit, etc. ; iv) *« le fait que la diversité des activités mises en œuvre prenaient en compte l'ensemble des problèmes de l'agriculture burundais (semences, production, commercialisation), cette approche holistique semble avoir eu des effets concrets : nos paysans disent passer d'un repas par jour à trois repas par jour »*³¹.

Les rapports annuels finaux disponibles³² permettent d'apporter un éclairage complémentaire quant à l'atteinte des résultats du programme FBSA/MOSO. Pour chacun des projets la toute grande majorité des indicateurs définis au moment de leur démarrage

³⁰ Interviews

³¹ Interviews

³² L'évaluation a pu disposer des rapports d'exécution finaux des cinq organisations non gouvernementales partenaires du programme FBSA/MOSO. Le rapport final de la FAO était, selon les responsables, finalisé mais non encore remis officiellement au bailleur, donc non disponible pour l'évaluation. Le projet UNCDF étant prolongé et encore en cours de réalisation, il n'y a pas de rapport final d'exécution.

sont atteints ou dépassés, avec des différences qui peuvent être dues partiellement aux sources utilisées (externes, internes) et de la qualité des indicateurs retenus. Néanmoins la tendance générale peut être actées d'un ensemble de résultats qui atteignent au moins partiellement et dans une proportion significative les niveaux escomptés.

Tableau 5 Evolution des IOV du programme FBSA/MOSO

	N. d'indicateurs atteints ou dépassés
Caritas PADDAM	10 indicateurs sur 12, soit 83%
CRB	9 indicateurs sur 13, soit 69 %
CSA	5 indicateurs sur 7, soit 71%
LC PADASIO	8 indicateurs sur 9, soit 89%
LC PASAFED	4 indicateurs sur 5, soit 80%
WSM	4 indicateurs sur 5, soit 80%

Par ailleurs comme indiqué plus haut, en fin de programme, un travail de capitalisation a été réalisé par un bureau de consultance extérieur, à la demande de la FAO afin d'identifier les principales leçons apprises. **L'analyse de ce travail de capitalisation souligne d'ailleurs le caractère innovant du programme dans son approche holistique de la sécurité alimentaire sur trois points au moins :**

1. Le programme traite la problématique de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle comme un défi de sous-développement et de pauvreté. Dans une démarche inclusive le programme aborde i) les défis de la vulnérabilité des groupes à très faible capacité humaine et très faible capital de production, ii) les besoins de développement des groupes à moyenne capacité humaine et moyen capital de production et enfin iii) le relèvement des capacités institutionnelles et techniques des services publics, des services d'appui aux entreprises et des collectivités locales. Il participe « *dans un équilibre utile et pertinent au continuum entre les actions d'urgence, les actions humanitaires et les actions de développement* ».
2. L'approche a combiné de manière équilibrée une démarche « d'encadrement de proximité personnalisé » avec une démarche « d'encadrement de masse » à laquelle a été ajoutée une stratégie d'appropriation et de responsabilisation communautaire ce qui permet d'assurer mieux l'expansion et la durabilité des résultats.
3. Le FBSA a développé un programme cohérent de formation professionnelle pendant 6 mois dans des CEM et un processus d'incubation des microentreprises dans le cadre de la réinsertion économique des jeunes déscolarisés. Complété par le crédit leasing équipement et les appuis non financiers, c'est un apport important pour permettre aux jeunes de démarrer des activités artisanales en complément/parallèle au soutien au secteur agricole.

La lecture du rapport de capitalisation des bonnes pratiques permet aussi d'identifier quelques atteintes de résultats, décrites et analysées très succinctement.

L'appui à la recapitalisation des exploitations agricoles a permis notamment : i) l'adoption généralisée d'une culture noyau (généralement le bananier) permettant à terme de générer des revenus réguliers pour le ménage ; ii) la reconnaissance par l'ONCCS de ménages dans les 3 communes comme multiplicateurs de semences et plants ; iii) l'introduction d'animaux de bât et de la technique de semi-stabulation ; etc.

L'appui à la valorisation des produits agricoles et l'accès au marché a permis notamment : i) la mise en place de trois coopératives fonctionnelles ; ii) la multiplication de crédit pour les saisons culturelles et pour le développement d'activités génératrices de revenus ; iii) l'amélioration des conditions de stockage et de transformation des produits agricoles ; etc.

L'appui à la création des activités non agricoles a permis notamment : i) le lancement de plusieurs dizaines de micro-entreprises ; ii) la création de plusieurs centaines d'emplois permanents ; iii) l'accroissement significatif du revenu de plusieurs centaines d'artisans

Le volet 'amélioration de l'accès aux infrastructures et équipements' a permis notamment : i) d'équiper les trois communes de centres de santé complets, de hangars de stockage ; ii) d'installer plusieurs dizaines de FARN ; iii) d'aménager des sources et une piste.

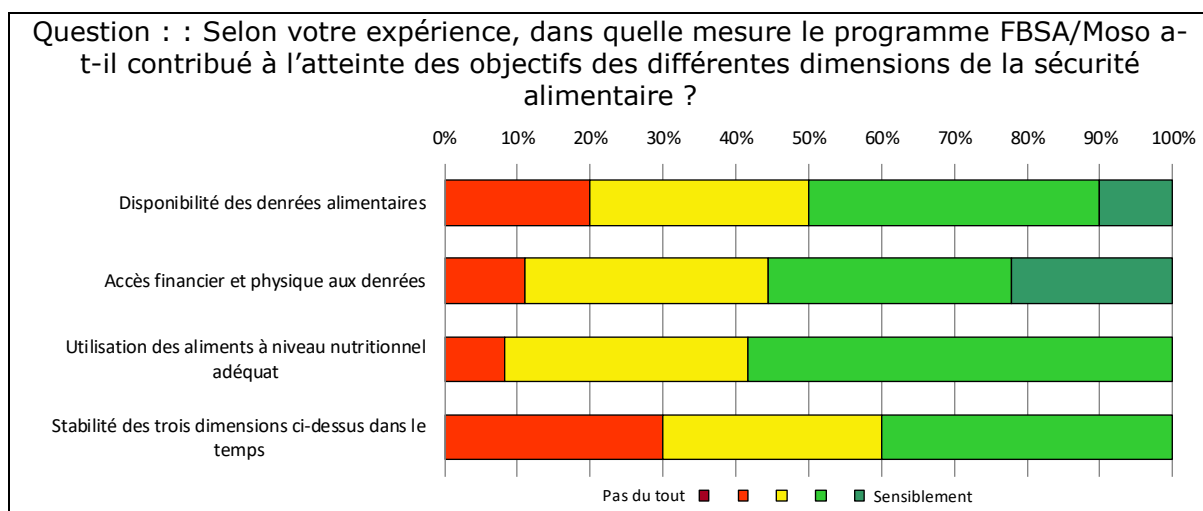
Le volet 'amélioration de l'accès au crédit' a permis, en plus du développement des crédits pour les saisons culturelles de mettre en place et de soutenir plusieurs dizaines de MUSO.

Le volet 'amélioration de l'accès aux services de santé' a permis, en plus de la création des centres de mettre en place des dizaines de comités collinaires de nutrition et de santé pour la formation de milliers de mères et d'enfants.

Le volet 'mise à disposition d'outils et de compétences a permis de développer des formations pour les autorités communales notamment en maîtrise d'ouvrage et en approche SAFIC - Système d'Analyse Financière des Collectivités locales.

Cette multiplicité de résultats dans des volets d'activités très variés confirme le caractère très holistique de la prise en compte de la sécurité alimentaire par le programme au Burundi. Elle peut sans doute donner une impression de dilution qui peut expliquer la perception mitigée que peuvent avoir les intervenants sur la contribution globale du programme à l'atteinte générale de ses objectifs, comme l'illustre l'encadré suivant.

Illustration 7 : Enquête en ligne - contribution du FBSA/Moso à l'atteinte des dimensions de la sécurité alimentaire



Source : Particip, sur la base des réponses à l'enquête en ligne

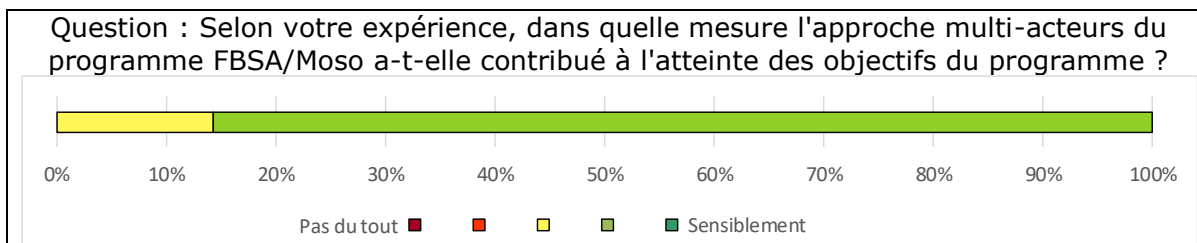
De manière quasi unanime l'approche multi-acteurs est présentée comme un des éléments essentiels qui a contribué au niveau auquel les résultats de ce programme ont été atteints, tant au travers des interviews et documents consultés qu'au travers de l'enquête en ligne comme l'indique l'illustration ci-dessous. Six répondants sur sept estiment que l'approche multi-acteurs du programme a contribué à l'atteinte des objectifs du programme. Les répondants soulignent en particulier :

- La compétence complémentaire du binôme ONG belge/ONG locale d'une part et organisation multilatérale d'autre qui permet une approche plus globale
- La complémentarité des acteurs travaillant sur les différents volets de la production agricole (intrants, semences, innovations technologiques) et complémentarité des

acteurs travaillant sur les différentes dimensions de la SAN (production agricole, projet emplois/génération de revenus)

- Approche générale participative.

Illustration 8 : Contribution de l'approche multi-acteurs du FBSA/Moso à l'atteinte des objectifs



Source : Particip, sur la base des réponses à l'enquête en ligne

4.2 Atteinte potentielle de l'impact et principaux facteurs de succès

Au niveau de l'atteinte potentielle de l'impact, il est plus difficile d'arrêter un jugement définitif et précis, faute d'une réelle évaluation finale disponible, de l'impossibilité de mener une mission de terrain et du recul limité dans le temps. Des indices de l'impact de l'approche multi-acteurs sont néanmoins perceptibles de manière indirecte.

Ainsi, certaines organisations partenaires poursuivent les coopérations entamées dans le cadre du FBSA/Moso³³ : « à notre niveau, on a développé des synergies avec une ONG comme Caritas. Actuellement, ils nous demandent souvent de venir les former en nutrition dans leurs autres projets. Mais ce ne sera jamais comme avant, dans le cadre du FBSA, où la coopération entre nous était beaucoup plus forte, plus structurée. Le FBSA c'était un magnifique outil qu'on a cassé et qu'on n'a pas remplacé. »

Au niveau de la pratique des projets au Burundi, l'approche multi-acteurs fait tache d'huile. Les deux nouveaux programmes financés par l'Union européenne et coordonnés par la FAO (développement rural et nutrition pour renforcer la résilience des populations burundaises, d'une part et renforcement de la résilience des populations burundaises en matière de santé, d'autre part) vont être réalisés en adoptant une approche multi-acteurs sur base de l'expérience FBSA. Compte tenu de l'abrogation du Fonds plusieurs partenaires, démarchent auprès d'autres bailleurs pour poursuivre leur action sur base de leur expertise et expérience, ceci pourrait, à termes, mais de façon aléatoire et peu coordonnée, permettre de diffuser plus largement les acquis et les leçons apprises lors de la réalisation du programme FBSA/Moso.

Il est possible d'identifier des impacts potentiels à plus long terme de l'intervention sur une prise en compte plus large encore de la sécurité alimentaire. Le fait que le FBSA/Moso s'est focalisé a priori sur les populations les plus vulnérables ne l'empêche pas de déboucher, semble-t-il sur une transformation plus structurelle de l'économie agricole de la région. Pour les organisations³⁴ qui sont intervenues dans le programme en vue d'améliorer la disponibilité de l'alimentation la démarche semble claire. « Dans notre approche on commence toujours par l'autosuffisance, c'est notre première approche et cela correspondait à la préoccupation du FBSA qui s'est construit en référence à l'indice de malnutrition dans la région. Mais notre démarche à partir de l'amélioration de l'autosuffisance vise à déboucher sur une approche plus entrepreneuriale de l'agriculture dans le cadre d'une chaîne de valeur

³³ Interviews

³⁴ Interviews

structurée : dans le Moso ce développement devrait s'articuler autour de la production de bananes, mais les conditions politiques actuelles au Burundi sont un frein. Les contraintes pour déboucher sur une forme plus structurée d'entrepreneuriat sont évidemment plus importantes dans une zone difficile comme le Burundi, mais cela n'exclut pas de travailler dans cette perspective de continuité, ce que nous avons fait dans le cadre du FBSA ». L'évolution reste évidemment hypothétique à ce stade de voir dans quelle mesure les effets potentiels du programme FBSA/Moso auront un impact positif sur une plus grande résilience de l'agriculture développée dans la région et sur une meilleure capacité des paysans soutenus à évoluer vers un développement plus entrepreneurial de leurs activités. Mais d'autres exemples de résultats³⁵ débouchent sur des concrétisations plus directes de renforcement de filières : « grâce au fonds, une unité de transformation de bananes a été construite, elle devrait démarrer tout prochainement. Sa capacité de sera de transformer 3 tonnes de bananes par jour en jus et de bière à vendre sur le marché, marché qui selon les études faites devrait être en capacité d'absorber cette production. On est là à un niveau semi-industriel. Et CAPAD, notre partenaire, continue sur cette base à développer six autres usines de transformation (deux de manioc et de riz et une de maïs et de tomates) dans le cadre d'un développement d'entrepreneuriat coopératif qui devrait pouvoir développer une production semi-industrielle ».

³⁵ Interviews

Conclusion

L'agriculture reste une préoccupation centrale du gouvernement burundais développée dans son dernier document stratégique le « Plan national de développement 2018-2027 ». Le niveau d'insécurité alimentaire au Burundi reste en effet très préoccupant : environ 1,76 million de personnes, soit plus de 15 % de la population globale, souffrent d'insécurité alimentaire, un niveau presque deux fois plus élevé que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. Les petits agriculteurs en milieu rural sont les premiers touchés. La situation reste particulièrement préoccupante car en plus de la crise socio-politique qui dégrade l'économie depuis 2015, les changements climatiques contribuent à fragiliser encore plus les conditions de vie de la population.

Le programme multi-acteurs du FBSA/Moso a été mis en œuvre d'octobre 2013 à décembre 2018, dans un contexte socio-politique extrêmement troublé, lié au troisième mandat contesté du président de la république et dans le cadre de relations belgo-burundaises qui se sont largement détériorées alors à partir 2015.

La cohérence de l'approche du programme multi-acteurs du FBSA/Moso est fondée d'abord sur un processus de formulation très systématique qui s'est déroulée sur un peu plus d'une année (mars 2012 à mai 2013). Cette démarche progressive, parfois considérée par certains comme un peu trop lente ou trop minutieuse a néanmoins permis de consolider l'approche et de stimuler une certaine collaboration entre partenaires a priori. L'adhésion des différents partenaires s'est faite de façon volontaire par la réponse de ceux-ci à un appel à propositions qui a été lancé par la DGD. Les propositions introduites par les partenaires s'appuyaient, pour la plupart, sur des relations que ceux-ci avaient tissées avec des organisations locales de longue date. Ces expériences passées constituaient un facteur de renforcement de la cohérence de l'approche.

Sur la base des principes retenus dans la note stratégique FBSA, le programme multi-acteurs a été construit autour de trois objectifs spécifiques qui prenaient en compte les quatre dimensions de la sécurité alimentaire définies par la FAO, assurant ainsi une cohérence d'approche basée sur une prise en compte holistique de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Cette approche multidimensionnelle de la sécurité alimentaire apparaît innovante au Burundi et permet de susciter une plus grande complémentarité entre les interventions, un échange plus étroit d'expériences et une approche plus structurée. Cette cohérence d'approche est un processus qui s'est construit progressivement et qui peut certainement être amélioré.

Le fait de recourir à une multiplicité d'acteurs disposant de compétences spécifiques renforce la cohérence stratégique et la pertinence de la démarche en soutenant une approche holistique de l'appui à la Sécurité alimentaire qui mobilise les acteurs en fonction de leur compétence principale et qui par ailleurs cadre avec les préoccupations centrales de la stratégie nationale du Burundi.

La répartition des allocations du budget apparaît en concordance avec les besoins prioritaires identifiés lors de la formulation du programme. L'approche multi-acteurs a permis le ciblage des dépenses sur les volets de la SA spécifique à chaque acteur sur base de la répartition budgétaire initiale au moment de la formulation, ce qui en soit est un facteur de renforcement de la cohérence. Cette cohérence budgétaire atteint cependant ses limites étant donné que les différents partenaires sont individuellement responsables de leur budget à l'égard de l'administration belge.

Les thèmes transversaux (genre, environnement) sont traités selon une approche transversale (mainstreaming) : chaque organisation partenaire est invitée à accorder une attention particulière à ces deux thématiques dans la totalité des composantes de ses interventions qu'elle met en œuvre. Toutefois c'est encore classiquement le critère du niveau de féminine dans les organes des institutions et organisations qui est mis prioritairement en avant pour mesurer ou valider l'importance de la prise en compte par les projets de la thématique du genre. L'approche multi-acteurs du FBSA favorise et facilite l'échange d'outils et de pratiques relatifs aux thèmes transversaux. Le thème des droits

humains, plus sensible dans le contexte burundais est traité indirectement notamment au travers des programmes d’alphabétisation.

L’efficience du programme FBSA/Moso s’est renforcée progressivement au cours de la mise en œuvre du programme. Elle a été renforcée par deux facteurs au moins : le choix de localiser toutes les unités de gestion des différents projets de manière décentralisée au plus près des zones d’intervention et l’application de modalités et de procédures relativement souples au sein du FBSA, plus souples en tous cas que les modalités habituelles de cofinancement appliquées par la DGD. Globalement la mise en œuvre apparaît relativement efficiente : le taux d’exécution atteint des niveaux satisfaisant, les réalisations prévues sont effectives et au fil de cette mise en œuvre les collaborations entre acteurs se sont renforcées, multipliées et ont permis de premières économies d’échelle. En revanche la coordination interne du programme, balbutiante et handicapée par la faiblesse des moyens humains qui y étaient affectés (rotation des ressources humaines) est jugée peu efficiente au départ. Enfin, cette efficience qui s’est améliorée progressivement au cours de la mise en œuvre a été lourdement handicapée par la décision d’abroger le FBSA.

L’expérience et la pratique passée des organisations partenaires en matière de sécurité alimentaire et de Fonds belge dans ce secteur, leur expérience passée dans le pays et pour plusieurs d’entre eux dans la zone de l’intervention du programme FBSA/Moso, sont plusieurs éléments qui ont contribué à la mise en place d’une approche multi-acteurs qui de par sa nature permet de susciter une multiplication des échanges et des apprentissages, même si le démarrage de cette démarche multi-acteurs a nécessité une progression par essais et erreurs, un phasage progressif de tous les acteurs et donc a pu apparaître fort chronophage et parfois peu efficient. Une stratégie commune d’évaluation et de suivi de ce programme s’est progressivement construite mais est restée inachevée (évaluation à mi-parcours, exercice de capitalisation, mais pas de structure formelle de suivi-évaluation ni d’évaluation finale du programme dans son ensemble).

Dans un contexte socio-politique très incertains, le programme a connu des lenteurs et hésitations durant sa phase de démarrage. Des volets importants de ce programme ont connu des retards d’exécution significatifs avec parfois des activités prévues qui n’ont pu être réalisées (infrastructures). Malgré ces difficultés, l’évaluation constate une atteinte partielle mais significative des résultats grâce à la qualité de la formulation, le dynamisme et l’apprentissage mutuel généré par l’approche multi-acteurs, l’expertise des organisations partenaires et leur expérience passée dans ce contexte difficile. De manière quasi unanime l’approche multi-acteurs est présentée comme un des éléments essentiels qui a contribué à l’atteint des résultats. La multiplicité des résultats dans des volets d’activités très variés confirme le caractère très holistique de la prise en compte de la sécurité alimentaire par le programme au Burundi. Mais cette multiplicité donne parfois une impression de dilution qui peut expliquer la perception mitigée qu’ont finalement certains intervenants sur la contribution globale du programme à l’atteinte générale de ses objectifs.

Au niveau de l’atteinte potentielle de l’impact, il est plus difficile d’arrêter un jugement définitif et précis, faute d’une réelle évaluation finale disponible, de l’impossibilité de mener une mission de terrain et du recul limité dans le temps. Des indices de l’impact de l’approche multi-acteurs sont néanmoins perceptibles de manière indirecte (échange d’expériences et poursuite de collaboration entre partenaires du programme, réplification de l’approche multi-acteurs dans des programmes de l’Union européenne).

Liste des annexes

Annexe A : Fiche des projets FBSA/Moso

Annexe B : Liste des personnes consultées

Annexe C : Liste des documents consultés

Annexe D : Théorie de changement FBSA/Moso

Annexe A. Fiche des projets FBSA/Moso

Intitulé du programme	Programme Multi-Acteurs d'Amélioration de la Sécurité Alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya – FBSA/Moso.
Partenaires	FAO, UNCDF, Collectif Stratégie Alimentaire, Caritas International Belgique, Louvain Développement, Wereldsoliditeit-Solidarité Mondiale et Croix Rouge de Belgique
Secteurs	Secteur agricole productif, Accès aux services, Appui institutionnel
Budget total du programme	EUR 14.473.676 dont EUR 11.107.525 financés par la DGD et EUR 3.366.151 de contribution par les partenaires
Période de mise en œuvre	2013-2018 (60 mois)
Région ciblée	Les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya – Région de Moso - Burundi
Objectif global	Améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables vivant dans les communes de Cendajuru, Kinyinya et Gisuru dans la région du Moso, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies au marché et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local.
Objectif spécifique	OS 1. Améliorer l'offre alimentaire, les revenus et l'accès aux marchés pour les petits producteurs et groupes vulnérables OS 2. Améliorer l'accès à l'eau potable et l'utilisation des aliments disponibles et de l'eau potable de manière durable pour les groupes vulnérables OS 3. Renforcer les capacités des acteurs pour l'analyse, la planification, la mise en œuvre et la coordination de stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au niveau national, local et du programme
Résultats principaux	R.1.1. Les capacités de production et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables sont durablement renforcées <ul style="list-style-type: none"> • Les ménages bénéficiaires appliquent les méthodes agricoles adaptées de production (CI.be) • Les ménages bénéficiaires appliquent les méthodes adéquates de gestion de la fertilité des sols et de conservation des eaux et des énergies (CI.be) • Les producteurs bénéficiaires du programme ont un accès durable aux semences / plants, aux intrants et outillage de qualité (LD) • Les producteurs agricoles sont organisés et accèdent de manière durable aux services adéquats pour augmenter leurs productions (CSA) R.1.2. Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont améliorées et diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré <ul style="list-style-type: none"> • Une meilleure valorisation de la production agricole a permis de diversifier et d'améliorer l'approvisionnement des marchés locaux et le revenu des petits producteurs (CSA) • Les ménages vulnérables bénéficiaires ont améliorés leurs accès aux moyens financiers (CSA) • Les opportunités rurales d'emploi et de revenus non agricoles sont renforcées et diversifiées (WSM) R.2.1. Les communautés ont les capacités de faire face durablement à la malnutrition, aux maladies et autres problèmes de santé <ul style="list-style-type: none"> • Les ménages les plus vulnérables des communautés ciblées ont les capacités de nourrir convenablement leurs familles (CRB) • Les ménages des communautés ciblées développent des comportements et habitudes démontrées efficaces dans la lutte contre les maladies et autres problèmes de santé (CRB) • Les cas de malnutrition sont dépistés et pris en charge convenablement par les communautés et les FOSA (CRB) R.2.2. L'accès des populations à l'eau potable et aux infrastructures est durablement et équitablement renforcé

	<ul style="list-style-type: none"> • L'approvisionnement à l'eau potable est amélioré dans les communes d'intervention (UNCDF) • La gestion des infrastructures d'alimentation en eau potable est assurée de manière durable dans les communes d'intervention (UNCDF) <p>R.3.1. Les capacités de planification, de prise en charge durable et de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'adaptation aux changements climatiques par les communautés et acteurs locaux sont durablement renforcées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La capacité de planification des communes est améliorée pour la prise en compte du développement économique locale, de la SAN et de la résilience aux changements climatiques (RCC) est améliorée (UNCDF) • La capacité de maîtrise d'ouvrage et de coordination des interventions dans les Communes est améliorée pour la prise en compte de la SAN et de la RCC (UNCDF) • La capacité des Communes à mobiliser des ressources financières (internes et externes) et en assurer la gestion efficiente en vue d'améliorer la SAN et la RCC est améliorée (UNCDF) • Un mécanisme de transfert financier, sous forme d'un FDL, est mis en place pour un investissement local structurant mettant l'accent sur la SAN, la RCC et les services socioéconomiques de base orientés prioritairement vers les groupes vulnérables (UNCDF) • Les Communes formulent et mettent en œuvre une politique de gestion et de pérennisation (fonctionnement et entretien) des infrastructures, incluant les coûts récurrents (UNCDF) • Les bonnes pratiques et les leçons sont codifiées et partagées au niveau local, national et International (UNCDF) <p>R.3.2. Les capacités du MINAGRIE pour la coordination globale du programme sont renforcées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les organisations partenaires utilisent un cadre harmonisé de planification, de suivi –évaluation et de rapportage (FAO) • Les bonnes pratiques générées par le programme sont capitalisées (FAO)
--	---

A.1 FAO (Coordination)

Partenaire	FAO
Intitulé du projet (composante ciblée)	Appui de la FAO à la coordination globale du programme au Burundi dans le cadre du « Programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya-Burundi » Remarque : Dans le cadre de la coordination de ce programme multi-acteurs, la FAO appuie directement le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE) au niveau central et périphérique (DPAE) dans la coordination globale du programme. La FAO n'a pas d'intervention ou d'investissements directs sur le terrain, en dehors de son appui institutionnel en termes de suivi-évaluation, de communication et de coordination du programme.
Secteur	Secteur principal : Sécurité alimentaire Sous-secteur 1 : Appui institutionnel, gouvernance
Budget total du projet	643.784€ totalement subsidié par la DGD
Période de mise en œuvre	2013-2018 (60 mois)
Résultats du programme ciblés	Les capacités du MINAGRIE pour la coordination globale du programme sont renforcées
Sous-résultats du programme ciblés	Résultat 1 : Les organisations partenaires utilisent un cadre harmonisé de planification, de suivi –évaluation et de rapportage

	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à l'opérationnalisation des cadres de concertation locaux • Appui technique pour la mise en place des outils de planification et de suivi-évaluation <p>Résultat 2 : les bonnes pratiques générées par le programme sont capitalisées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui technique à la communication et information sur le programme • Organisation de revue à mi-parcours • Organisation d'ateliers et visites thématiques pour capitaliser les bonnes pratiques
--	--

A.2 UNCDF

Partenaire	United Nation Capital Development Fund
Intitulé du projet (composante ciblée)	Appui au renforcement des capacités institutionnelles des 3 communes (Cendajuru, Gisuru et Kinyinya)
Secteur	Secteur principal : Financement du développement local Sous-secteur 1 : Gouvernance locale Sous-secteur 2 : sécurité alimentaire
Budget total du projet	5.166.667 € dont 3.100.000€ de subside DGD et 2.066.667€ d'apport propre de UNCDF
Période de mise en œuvre	2013 - 2018 (60 mois)
Résultats du programme ciblés	Les capacités institutionnelles des collectivités locales sont renforcées pour une prise en charge durable de la sécurité alimentaire, de l'adaptation aux changements climatiques au niveau local et de l'accès aux services de base.
Sous-résultats du programme ciblés	<p>Résultat 1 : La capacité de planification des communes est améliorée pour la prise en compte du développement de l'économie locale, de la SAN et de la résilience aux changements climatiques (RCC).</p> <p>Résultat 2 : La capacité de maîtrise d'ouvrage et de coordination des interventions dans les communes est améliorée pour la prise en compte de la SAN et de la RCC.</p> <p>Résultat 3 : La capacité des communes à mobiliser des ressources financières (internes et externes) et en assurer la gestion efficiente en vue d'améliorer la SAN et la RCC est améliorée.</p> <p>Résultat 4 : Un mécanisme de transfert financier, sous forme d'un FDL, est mis en place pour un investissement local structurant mettant l'accent sur la SAN, la RCC et les services socioéconomiques de base orientés prioritairement vers les groupes vulnérables.</p> <p>Résultat 5 : Les communes formulent et mettent en œuvre une politique de gestion et de pérennisation (fonctionnement et entretien) des infrastructures, incluant les coûts récurrents.</p> <p>Résultat 6 : Les bonnes pratiques et les leçons sont codifiées et partagées au niveau local, national et international.</p>

A.3 CSA – Collectif Stratégie Alimentaire

Partenaire	CSA – Collectif Stratégie Alimentaire
Intitulé du projet (composante ciblée)	Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Gisuru, Kinyinya et Cendajuru
Secteur	Secteur principal : Sécurité alimentaire Sous-secteur 1 : Structuration Sous-secteur 2 : Appui à la production agricole
Budget total du projet	2.105.596,85€ dont 1.789.757,32€ de subside DGD et 315.839,53€ d'apport propre de l'ONG CSA
Période de mise en œuvre	2014 - 2018(60 mois)

Résultats du programme ciblés	<p>Les capacités de production et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement.</p> <p>Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont améliorées et diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré.</p>
Sous-résultats du programme ciblés	<p>Résultat 1 : Les producteurs agricoles sont organisés et accèdent de manière durable aux services adéquats pour augmenter leurs productions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Base de données sur l'état des lieux des organisations paysannes • Appui aux bénéficiaires/associations existantes à se structurer en groupements • Renforcement des capacités et appui aux GPC à mettre en place les services concrets aux membres • Faciliter la mise en relation des GPC avec les autres organisations/institutions communales • Appuyer les GPC pour être impliqués effectivement dans le dialogue sur les politiques et programmes agricoles. <p>Résultat 2 : Une meilleure valorisation de la production agricole a permis de diversifier et d'améliorer l'approvisionnement des marchés locaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'études • Organisation d'ateliers d'information et sensibilisation • Organisation d'ateliers de formation sur les techniques de transformation et conditionnement, sur la gestion des unités de transformation et le marketing des produits, sur la gestion financière • Mise en place de unités pilotes de transformation agro-alimentaire par commune • Mise en place d'un cadre d'échange et de concertation entre les acteurs • Appui à la mise en place des services de stockage <p>Résultat 3 : Les ménages vulnérables bénéficiaires ont amélioré leur accès aux moyens financiers</p> <ul style="list-style-type: none"> • Collecter les données sur les besoins en financement des coopératives pour les campagnes agricoles • Appui aux Mutuelles de Solidarité (MUSO) dans leurs opérationnalisations • Accompagnement des IMF dans le développement des services financiers • Appui aux membres des Groupements dans l'utilisation des produits financiers offerts par les IMF et les MUSO.

A.4 CI.be – Caritas International Belgique

Partenaire	CI.be – Caritas International Belgique
Intitulé du projet (composante ciblée)	Projet d'Amélioration Durable de la Disponibilité Alimentaire dans 3 communes de la région du Moso (PADDAM)
Secteur	<p>Secteur principal : 311 - Agriculture</p> <p>Sous-secteur 1 : 31120 – Développement agricole – Projet intégré</p> <p>Sous-secteur 2 : 31163 - Bétail</p>
Budget total du projet	1.764.706€ dont 1.500.000€ de subside DGD et 264.706€ d'apport propre de l'ONG CI.be
Période de mise en œuvre	2013-2018 (60 mois)
Résultats du programme ciblés	Les capacités de production et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement
Sous-résultats du programme ciblés	<p>Résultat 1 : Les ménages bénéficiaires appliquent les méthodes agricoles adaptées de production.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des productions de l'agriculture : promotion du concept d'exploitation agricole, promotion de l'utilisation des semences de qualité et des intrants, promotion des techniques agricoles adaptées, organisation des échanges et visites entre projets, formation à la

	<p>comptabilité simplifiée des exploitation, promotion des mécanismes de réaction aux catastrophes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des productions animales : promotion du petit élevage, promotion de l'utilisation de produits et services vétérinaires, repeuplement du cheptel caprin, valorisation des produits et sous-produits de l'élevage, promotions des chaînes de solidarités collinaires. <p>Résultat 2 : Les ménages bénéficiaires appliquent les méthodes adéquates de gestion de la fertilité des sols et de conservation des eaux et des énergies.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conservation des eaux, des sols et économie d'énergie : renforcement de capacité en lutte antiérosive, gestion conservatoire des eaux, utilisation des fosses à compost, fabrication et utilisation des foyers améliorés, implantation de pépinière et plants agro-forestiers et fruitiers.
--	---

A.5 LC – Louvain Coopération

Partenaire	LC – Louvain Coopération
Intitulé du projet	Projet d'Alphabétisation pour la promotion de la Sécurité Alimentaire et l'amélioration de la participation de la Femme dans le Développement (PASAFED-Alpha)
Secteur	Secteur principal : Sécurité alimentaire Sous-secteur1 : Renforcement des capacités des ménages bénéficiaires
Budget total du projet	615.226,24€ dont 522.942,31€ de subside DGD et 92.283,94€ d'apport propre de l'ONG LC
Période de mise en œuvre	2015-2018 (48 mois)
Résultats du programme ciblés	La sécurité alimentaire et nutritionnelle est améliorée grâce à l'alphabétisation des groupes vulnérables dont des femmes.
Sous-résultats du programme ciblés	<p>Résultat 1 : Les bénéficiaires vulnérables (en particulier les femmes) participent activement aux actions de sécurité alimentaire en mettant en application les compétences acquises en alphabétisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les partenaires et groupes cibles • Sensibiliser les couples sur l'importance de l'alphabétisation • Recruter les alphabétisants et les alphabétiseurs • Former, équiper et recycler les alphabétiseurs • Contractualiser avec l'administration sur la mise à disposition des infrastructures • Mettre en œuvre et suivre/encadrer les activités d'alphabétisation • Evaluer les acquis en alphabétisation <p>Résultat 2 : Les bénéficiaires vulnérables (en particulier les femmes) s'approprient et contribuent à la pérennisation des acquis du programme grâce à des actions de post-alphabétisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produire et diffuser chez les néo-alphabètes les informations en rapport avec le programme FBSA • Constituer des groupes de lecture et d'échanges d'information sur la sécurité alimentaire • Equiper les groupes de lecture en malles bibliothèques • Organiser sur des places publiques des jeux concours de lecture et écriture • Sensibiliser les jeunes néo-alphabètes à se faire inscrire dans des centres d'enseignement professionnel • Sensibiliser les femmes néo-alphabètes à se faire élire dans des groupes de prise de décision • Organiser au niveau communal la journée de l'alphabétisation • Capitaliser les expériences du projet.

A.6 WSM – Wereldsolidariteit-Solidarité Mondiale

Partenaire	WSM – Wereldsolidariteit-Solidarité Mondiale
Intitulé du projet	Projet d'appui au renforcement et à la diversification des emplois et des revenus non agricoles dans les communes de Kinyinya, Gisuru et Cendajuru dans la région du Moso
Secteur	Secteur principal : 110 – Education Sous-secteur 1 : 11330 – Formation professionnelle
Budget total du projet	1.183.905,43€ dont 1.006.319,62€ de subside DGD et 177.585,81€ d'apport propre de l'ONG WSM
Période de mise en œuvre	2013-2017(60 mois)
Résultats du programme ciblés	Les opportunités rurales d'emploi et de revenus non agricoles sont renforcées et diversifiées
Sous-résultats du programme ciblés	<p>Résultat 1 : La formation professionnelle des jeunes ruraux est assurée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter le CEM de Cendajuru • Equiper et fournir les consommables au trois CEM de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya, • Elaborer et valider les modules de formation • Recruter les formateurs pour les nouveaux modules et renforcer les compétences de formateurs recrutés par AGAKURA • Recruter et renforcer les compétences des gestionnaires • Octroyer un kit de démarrage aux lauréats de la formation professionnelle pour constituer un point de transition vers l'installation dans leurs micros-entreprises <p>Résultat 2 : Des emplois non agricoles (micro entreprises et AGR), déjà existants ou créés, sont économiquement rentables.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organiser des sessions de sensibilisation et de formation des lauréats des CEM et des artisans des 3 communes • Accompagner les lauréats et les artisans dans la création des entreprises non agricoles • Appuyer les micro-entrepreneurs dans leur structuration en coopératives • Organiser des visites d'échange d'expériences des jeunes entrepreneurs à l'intérieur du pays.

A.7 CRB – Croix Rouge de Belgique

Partenaire	CRB – Croix Rouge de Belgique
Intitulé du projet	Amélioration de la situation nutritionnelle des populations des communes de Cendajuru, Kinyinya et Gisuru
Secteur	Secteur principal : 122 – Santé de base Sous-secteur 1 : 12240 – Nutrition de base Sous-secteur 2 : 12281 – Développement personnel de santé
Budget total du projet	1.640.850€ dont 1.394.722,5€ de subside DGD et 246.127,5€ d'apport propre de l'ONG CRB
Période de mise en œuvre	2013-2018 (60 mois)
Résultats du programme ciblés	Les communautés ont les capacités de faire face durablement à la malnutrition, aux maladies et autres problèmes de santé.
Sous-résultats du programme ciblés	Résultat 1 : Les ménages les plus vulnérables des communautés ciblées ont les capacités de nourrir convenablement leurs familles.

- Etude de base
 - Processus de formation
 - Dotation des CCNS et sections jeunes de la CR de matériel didactique
 - Elaboration d'un plan de communication
 - Appui à l'accès à des aliments à haute valeur nutritive
 - Aménagement de jardins de cuisine de démonstration.
- Résultat 2 : Les ménages les plus vulnérables des communautés ciblées développent des comportements et habitudes démontrées efficaces dans la lutte contre les maladies et autres problèmes de santé.
- Mise en place de processus de formation et de recyclage
 - Dotation des CCNS et sections jeunes de la CR de matériel didactique
 - Elaboration d'un plan de communication
 - Fabrication, distribution et mise en place de dispositifs de lavage de mains de démonstration
 - Appui des postes de stratégie avancée en planification familiale
- Résultat 3 : Les cas de malnutrition sont dépistés et pris en charge convenablement par les communautés et les FOSA (formations sanitaires).
- Formation des prestataires de soins des FOSA dans dépistage et prise en charge de la malnutrition
 - Dotation des FOSA en matériel anthropométrique
 - Mise en place d'un mécanisme de contre-référence des enfants malnutris aigus
 - Evaluation des besoins spécifiques des FOSA
 - Mise en place d'un processus de formation - recyclage des comités collinaires
 - Appui en matériel
 - Identification et sélection des mamans lumières
 - Mise en place d'un mécanisme de référence vers les CDS
 - Appui à l'autonomisation des unités collinaires.

Annexe B. Liste des personnes consultées

Nom	Prénom	Position	Organisation
Barancira	Nabor	Coordinateur national Burundi	FAO
Claus	Grégory	Responsable Rwanda - Burundi	CI.be
Delille	Nicolas	Chargé du Burundi	CSA
Furero	Fiacre	Chargé du FBSA à Bujumbura	FAO
Mali	Charlotte	Chargée du Burundi	CRB
Mbanzamihigo	Léonidas	Représentant de LC au Burundi	LC
Musabyimana	Tatien	Chargé du Rwanda - Burundi - RDC	WSM
Njinginya	Pie	Consultant indépendant chargé du rapport capitalisation du programme	Recruté par FAO

Annexe C. Liste des documents consultés

Documents stratégiques

SPF AE DGD (2010) : Note stratégique pour le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

SPF AE DGD (2014) : Manuel des procédures FBSA

SPF AE DGD (2014) : Note de stratégie du Fonds belge pour la Sécurité alimentaire

SPF AE DGD (2017) : Note de stratégie « Agriculture et Sécurité alimentaire » pour la Coopération belge au développement

Documents pays

ACNG (2015) : Analyse contextuelle commune – Burundi.

ACNG (2016) : Cadre stratégique commun – Burundi.

SPF AE DGD (2018) : Fiche pays de la coopération belge – République du Burundi.

Gouvernement burundais (2018) : Plan National de Développement du Burundi 2018-2027.

SHER – INGENIEURS-CONSEILS (2012) : Déterminants de l'insécurité alimentaire dans huit communes de la région naturelle du Moso.

Documents technique et financier du programme FBSA

CARITAS (2013) : DTF : Projet d'amélioration durable de la disponibilité alimentaire dans les 3 communes de la région de Moso (PADDAM).

CRB (2013) : DTF : Amélioration de la situation nutritionnelle des populations des communes de Cendajuru, Kinyinya et Gisuru.

CSA (2013) : DTF : Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Gisuru, Kinyinya et Cendajuru.

FAO (2013) : DTF : Programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les communes de Cendajuru, Kinyinya et Gisuru dans le Nord-Est du Moso, Partie 1 : coordination.

FAO (2013) : DTF : Programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les communes de Cendajuru, Kinyinya et Gisuru dans le Nord-Est du Moso, Partie 2 : contribution détaillée des 7 organisations partenaires.

LC (2013) : DTF : Projet d'amélioration durable de l'accès aux semences, aux intrants et outillage agricole dans 3 communes de la région du Moso – PADASIO.

UNCDF (2013) : DTF : Appui au renforcement des capacités institutionnelles de trois communes (Cendajuru, Gisuru et Kinyinya) pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

WSM (2013) : DTF : Projet d'appui au renforcement et à la diversification des emplois et des revenus non agricoles dans les communes de Kinyinya, Gisuru et Cendajuru dans la région du Moso - PARDERNA.

Documents suivi et évaluation du programme FBSA

CAPAD et CSA (2019) : Témoignages d'agriculteurs burundais, Récits et enseignements des actions CAPAD/CSA menées dans la région du Moso, Burundi (2013-2018), Document de capitalisation.

CARITAS (2015, 2016) : Rapport narratif du projet PADDAM – Année 1 et 2.

CARITAS (2019) : Rapport narratif final du projet PADDAM.

Cendajuru, Gisuru, Kinyinya (2014, 2015) : Rapport annuel.

CRB (2014) : Rapport narratif d'avancement du projet « Amélioration de la Situation Nutritionnelle des Populations des Communes de Cendajuru, Kinyinya et Gisuru » - Année 1.

CRB (2016) : Rapport financier année 2016 du projet « Amélioration de la Situation Nutritionnelle des Populations des Communes de Cendajuru, Kinyinya et Gisuru ».

CRB (2019) : Rapport narratif final du projet FBSA-MOSO Croix Rouge 2014-2018.

CRB (2019) : Evaluation de la situation nutritionnelle par la méthodologie smart dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya, Province de Cankuzo et Ruyigi au Burundi.

CSA (2015, 2016) : Rapport annuel narratif du projet « Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Gisuru, Kinyinya et Cendajuru » - année 1 et 2.

CSA (2016) : Evaluation à mi-parcours du programme FBSA/MOSO, Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes Cendajuru, Gisuru et Kinyinya exécuté par CSA/CAPD.

CSA (2019) : Evaluation finale du projet CAPAD/CSA au MOSO.

FAO (2015, 2016) : Rapport narratif d'avancement - Projet GCP/BDI/035/BEL « Appui de la FAO à la coordination globale du programme au Burundi dans le cadre du « Programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya-Burundi » - Année 1 et 2.

FAO (2018) : FAO au Burundi : Réflexion régionale sur l'agriculture commerciale pour la promotion des chaînes de valeurs durables et résiliences au changement climatique.

FBSA (2019) : Programme multi-acteurs de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya » 2013-2018, Capitalisation des bonnes pratiques.

GROUPE BAD (2018) : Perspectives économiques en Afrique (PEA) 2018. Note pays – Burundi.

LC (2016) : Rapport d'évaluation à mi-parcours du projet PADASIO, Mpeteye Jean Baptiste consultant.

LC (2019) : Rapport narratif final du Projet d'Amélioration Durable de l'Accès aux Semences, aux Intrants et Outillages agricoles dans 3 communes de la région du Moso.

LC (2019) : Rapport narratif final du Projet d'Alphabétisation pour la promotion de la Sécurité Alimentaire et l'amélioration de la participation de la Femme dans le Développement

MINAGRIE (2008) : Stratégie Agricole Nationale 2008-2015.

PAM (2017) : Analyse de la Sécurité Alimentaire en situation d'urgence au Burundi Mars 2017.

Titre de l'annexe

SNOY et D'OPPUERS Thérèse et GEERTS David (2014) : Rapport de la visite à 6 projets du FBSA (17-24 novembre 2013).

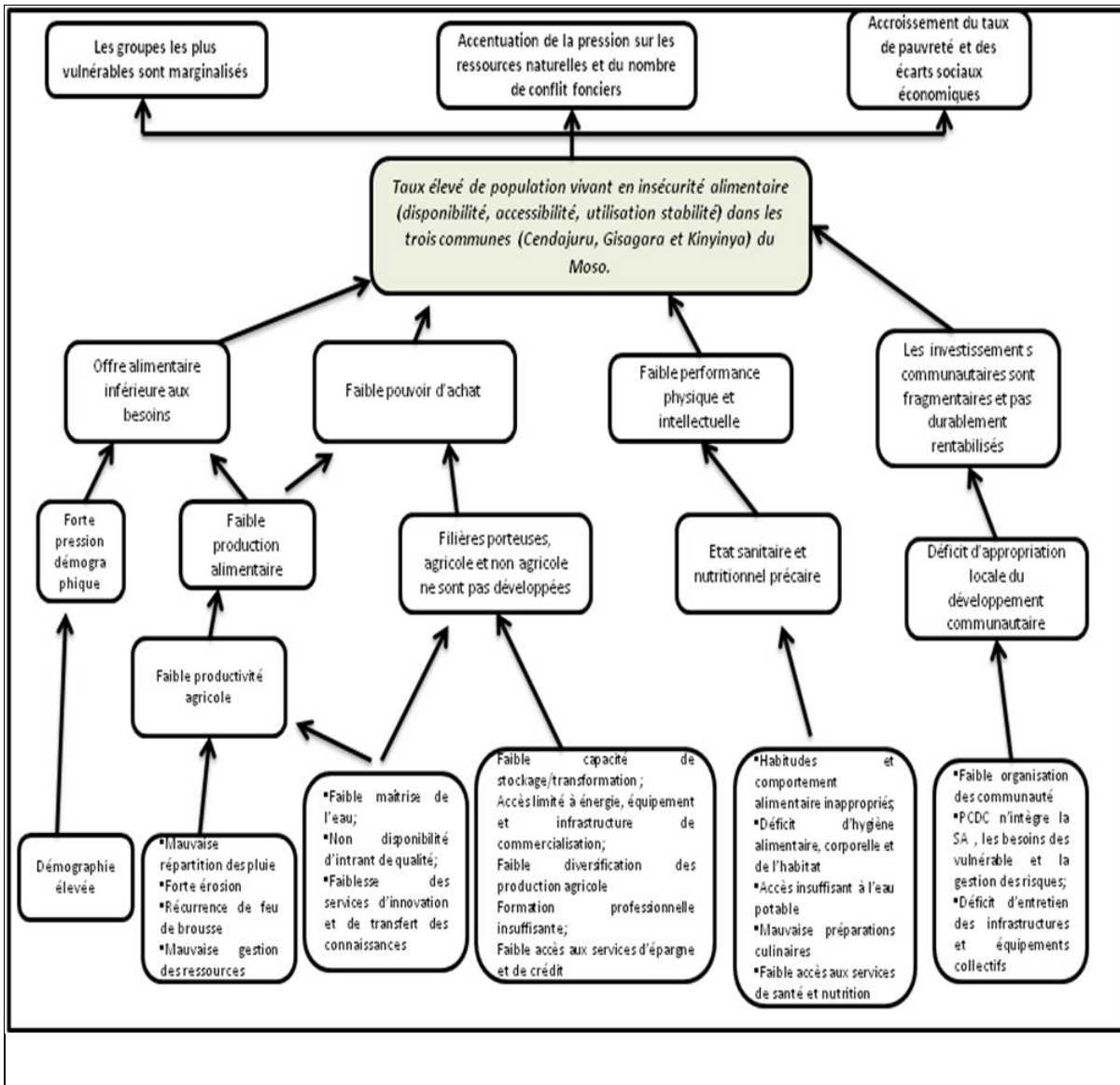
WSM (2015, 2016, 2017, 2018) : Rapport narratif d'avancement du projet PARDERNA – année 1, 2, 3 et 4.

WSM (2016) : Evaluation à mi-parcours du projet d'appui au renforcement et à la diversification des emplois et des revenus non agricoles dans les communes de Kinyinya, Gisuru et Cendajuru dans la région du Moso.

WSM (2019) : Rapport narratif final du Projet d'appui au renforcement et a la diversification des emplois et revenus non agricoles « Parderna ».

Annexe D. Théorie de changement FBSA/Moso

Illustration 9 Arbre à problèmes défini lors de la formulation programme FBSA Burundi



Source : Dossier technique et financier – FBSA Burundi